

SUR LA MANIERE D'AGIR INADMISSIBLE DU CAMARADE NIN¹

(10 août 1933)

Chers Camarades,

Les dernières lettres et documents en provenance du comité central de la section espagnole² dirigé par le camarade Nin provoquent un sentiment qu'il est difficile de qualifier autrement que d'indignation. Le ton de ses lettres surtout est stupéfiant : les accusations les plus acerbes lancées à droite et à gauche, des

1. T. 3580. Ce texte à usage interne est une lettre adressée à toutes les sections de l'opposition de gauche, et il a été publié dans le *Boletín interior* n° 4 du 5 septembre 1933, pp. 7-9. Le titre est celui même qui lui avait été donné par le S.I. Le C.E. de la Gauche communiste le fait précéder, entre autres, de la remarque suivante : « La majorité de nos camarades connaissent déjà cette lettre, puisque le S.I., fidèle à ses méthodes dissolvantes et déloyales, s'est servi de ses agents Arlen et Vela — *qui ne sont pas membres de notre organisation* — pour le faire parvenir à nos groupes. » Arlen était le pseudonyme d'un officier qui avait fait un bref passage dans l'Opposition et Mariano Vela le nom d'un étudiant de Madrid avec lequel il était lié. Il semble que tous deux aient depuis un certain temps exprimé — y compris auprès de Trotsky — des critiques contre l'orientation « indépendantiste » de Nin et de ses camarades, et que le S.I. au moins ait songé à les appuyer, dans la mesure où ils lui apparaissaient plus dignes de foi que Lacroix, « converti » trop récemment. Dans le même bulletin il est fait allusion à une correspondance qu'Arlen et Vela entretenaient directement avec le S.I., dont un des représentants, Pietro Tresso, dit Blasco, ancien dirigeant du P.C. italien, aurait pris contact avec Tojo, du groupe Lacroix. Le S.I. envoyait notamment à Arlen et Vela le double des documents qu'il adressait au C.E. espagnol, et les utilisait pour diffuser ses propres documents. Dans le même numéro, une résolution du groupe de Madrid — où résidaient Arlen et Vela — qualifie ces derniers de « deux crétins étrangers aux sentiments du prolétariat révolutionnaire ». Quoi qu'il en soit de ce petit point d'histoire, l'attitude extrêmement hostile du C.E., qui avait pratiquement désavoué Fersen, son représentant à la préconférence, en refusant d'appliquer les décisions de cette dernière, justifiait aux yeux de Trotsky cette déclaration de guerre interne à la majorité de la section espagnole.

2. L'essentiel de ces textes se trouve dans les *Bulletins intérieurs* 3 et 4 de la Gauche communiste, que nous n'avons pu retrouver. Il est clair cependant, d'après les textes ultérieurs, que Trotsky fait ici allusion au procès fait par le C.E. des « méthodes bureaucratiques » du S.I., de ses « intrigues » avec Lacroix-Tojo, puis Arlen-Vela, de l'accusation selon laquelle ces derniers conservent les archives de la Gauche communiste avec l'aval du S.I., de l'« absence de principes » de ce dernier dans les luttes fractionnelles, etc.

espagnole ne permettent pas à l'Opposition de discuter les questions litigieuses, substituent sciemment chaque fois aux divergences de principe les attaques personnelles, les accusations futiles et basses. La lutte entre le groupe du camarade Nin et celui du camarade Lacroix a évidemment son importance ; mais la lutte cent fois plus importante est celle que mène le groupe du camarade Nin, Fersen et d'autres contre l'opposition de gauche internationale dans son ensemble, allant ainsi, à chaque pas, contre les principes fondamentaux du marxisme.

Dans toute lutte de fraction il y a des conflits et des accusations personnelles réciproques : c'est inévitable. Mais le révolutionnaire dont la position est déterminée par des épisodes purement personnels, des accusations, des sympathies et des antipathies, n'est pas sérieux. C'est là la méthode caractéristique des radicaux petits-bourgeois, incapables de se hisser au niveau des principes marxistes. Les intrigues petites-bourgeoises ont jusqu'à présent empoisonné le sommet de la direction espagnole, l'ont empêchée de s'orienter dans la bonne direction, et ont paralysé le développement de toute l'organisation, malgré des conditions objectives extrêmement favorables. Si les militants de base de l'Opposition espagnole, les véritables bolcheviks-léninistes, veulent sortir de cette impasse, il leur faut balayer les saletés des querelles personnelles et examiner le fond des divergences politiques. Il faut comprendre toute l'histoire de ces divergences. Mais, avant tout, il faut placer au centre de la discussion le document sans principes du comité central en date du 5 avril 1933. Il faut que chaque oppositionnel espagnol comprenne que la cause des incessants conflits entre Barcelone d'un côté, et Paris, Bruxelles, Berlin, Vienne, New York, etc. de l'autre, a ses racines dans le fait que le comité central de Barcelone est sur une position antimarxiste et s'obstine à y rester.

Par cette lettre, je me tourne vers tous les membres de la section espagnole, puisqu'au cours de ses trois années mes efforts pour arriver avec les camarades dirigeants espagnols à une compréhension réciproque n'ont jusqu'à présent abouti à rien⁷.

Avec mes salutations communistes.

G. Gourov.

24 avril 1933

7. Nous n'avons aucun élément qui permette de reconstituer la discussion sur ce point entre Trotsky et les Espagnols derrière Nin. Mais il est évident que cette lettre annonçait qu'on était en train d'approcher du point de rupture.

SUR LA MANIÈRE D'AGIR INADMISSIBLE DU CAMARADE NIN¹

(10 août 1933)

Chers Camarades,

Les dernières lettres et documents en provenance du comité central de la section espagnole² dirigé par le camarade Nin provoquent un sentiment qu'il est difficile de qualifier autrement que d'indignation. Le ton de ses lettres surtout est stupéfiant : les accusations les plus acerbes lancées à droite et à gauche, des

1. T. 3580. Ce texte à usage interne est une lettre adressée à toutes les sections de l'opposition de gauche, et il a été publié dans le *Boletín interior* n° 4 du 5 septembre 1933, pp. 7-9. Le titre est celui même qui lui avait été donné par le S. I. Le C. E. de la Gauche communiste le fait précéder, entre autres, de la remarque suivante : « La majorité de nos camarades connaissent déjà cette lettre, puisque le S. I., fidèle à ses méthodes dissolvantes et déloyales, s'est servi de ses agents Arlen et Vela — *qui ne sont pas membres de notre organisation* — pour le faire parvenir à nos groupes. » Arlen était le pseudonyme d'un officier qui avait fait un bref passage dans l'Opposition et Mariano Vela le nom d'un étudiant de Madrid avec lequel il était lié. Il semble que tous deux aient depuis un certain temps exprimé — y compris auprès de Trotsky — des critiques contre l'orientation « indépendantiste » de Nin et de ses camarades, et que le S. I. au moins ait songé à les appuyer, dans la mesure où ils lui apparaissaient plus dignes de foi que Lacroix, « converti » trop récemment. Dans le même bulletin il est fait allusion à une correspondance qu'Arlen et Vela entretenaient directement avec le S. I., dont un des représentants, Pietro Tresso, dit Blasco, ancien dirigeant du P. C. italien, aurait pris contact avec Tojo, du groupe Lacroix. Le S. I. envoyait notamment à Arlen et Vela le double des documents qu'il adressait au C. E. espagnol, et les utilisait pour diffuser ses propres documents. Dans le même numéro, une résolution du groupe de Madrid — où résidaient Arlen et Vela — qualifie ces derniers de « deux crétins étrangers aux sentiments du prolétariat révolutionnaire ». Quoi qu'il en soit de ce petit point d'histoire, l'attitude extrêmement hostile du C. E., qui avait pratiquement désavoué Fersen, son représentant à la préconférence, en refusant d'appliquer les décisions de cette dernière, justifiait aux yeux de Trotsky cette déclaration de guerre interne à la majorité de la section espagnole.

2. L'essentiel de ces textes se trouve dans les *Bulletins intérieurs* 3 et 4 de la Gauche communiste, que nous n'avons pu retrouver. Il est clair cependant, d'après les textes ultérieurs, que Trotsky fait ici allusion au procès fait par le C. E. des « méthodes bureaucratiques » du S. I., de ses « intrigues » avec Lacroix-Tojo, puis Arlen-Vela, de l'accusation selon laquelle ces derniers conservent les archives de la Gauche communiste avec l'aval du S. I., de l'« absence de principes » de ce dernier dans les luttes fractionnelles, etc.

expressions offensantes employées sans l'ombre d'une justification, devenant souvent de simples injures. Ce ton seul témoigne combien Nin et ses proches amis³ sont étrangers à l'esprit de camaraderie révolutionnaire et à un sentiment élémentaire de responsabilité personnelle. Seuls des gens privés de toute discipline intérieure peuvent écrire en de tels termes, surtout contre l'organisation, qu'ils tiennent au fond d'eux-mêmes pour étrangère et hostile.

Les accusations lancées par le groupe Nin ont été démenties des dizaines de fois. Le représentant de ce groupe était à la préconférence et il a eu la possibilité d'y exposer toutes ses prétentions et d'y soutenir ses accusations⁴. Quel en a été le résultat ? *La politique de Nin et ses amis a été condamnée par toutes les sections de l'opposition de gauche internationale sans exception*⁵. On aurait pu penser que ce seul fait aurait rendu Nin et ses amis au moins un peu plus prudents. Au contraire, ils doublent et triplent les injures dirigées et concentrées contre l'opposition de gauche internationale dans son ensemble.

Pour le moment, je ne veux aborder qu'un seul point : le groupe Nin ose accuser l'Opposition internationale d'avoir, paraît-il, indûment éliminé de ses rangs Rosmer, Landau et les autres⁶. Les documents et les faits témoignent précisément du

3. Dans sa réponse, le C.E. de la I.C.E. trouvait inadmissible que Trotsky emploie l'expression « Nin et ses amis » pour désigner la direction élue par la conférence nationale de l'Opposition espagnole, et que cela relevait d'une attitude fractionnelle inacceptable (*Boletín interior*, n° 4, 5 septembre 1933, p. 9).

4. Nous n'avons pu disposer d'un compte rendu des débats de la préconférence, mais seulement du texte de la déclaration du délégué espagnol, Fersen. (*Bulletin intérieur* de l'O.G.I., édité par le S.I. de l'O.G. (B.-L.), n° 2-3, avril 1933).

5. Le C.E. espagnol se contenta de répondre là-dessus : « Tous les délégués sans exception se sont trompés. »

6. Fersen s'était exprimé avec plus de nuances à la préconférence, affirmant que « la section espagnole, sans nier l'existence d'erreurs ou de déviations plus ou moins importantes » de la part de Rosmer ou de Treint, n'était pas arrivée à « trouver, sur le terrain des principes, une ligne de démarcation », entre l'opposition de gauche internationale et « certains groupes ». La résolution de Madrid mentionnée à la note 1 ci-dessus s'en prend vivement à Frank et Molinier, délégués du S.I. à la conférence, et les accuse d'avoir voulu, sans informations suffisantes et par les pires méthodes, arracher aux délégués une déclaration contre le groupe Rosmer. Après le démenti de *Comunismo* se désolidarisant de la « Gauche communiste » française et du groupe Landau, en septembre, l'organe de la Gauche communiste, *Le Communiste*, devait écrire : « Nous aurions pu dire que le camarade Lacroix, qui n'ignorait rien de nos divergences avec la Ligue communiste en France et le S.I., nous avait proposé, trois jours avant la conférence, d'y prendre la parole au nom de l'opposition de gauche française (ce qui n'a été empêché que par l'arrivée à Madrid des délé-

contraire : Rosmer cherchait à éloigner de la Ligue des camarades indésirables à ses yeux⁷, mais resta au sein de la Ligue en minorité très réduite ; après cela, il a *quitté* la Ligue⁸. Personnellement, j'ai été, à propos de cet incident, en correspondance avec Nin de façon permanente, je lui ai fait part de toutes mes initiatives afin de retenir Rosmer d'effectuer un pas si manifestement erroné qui ne résultait pas de considérations révolutionnaires, mais de caprices personnels⁹. Malgré son amitié pour Rosmer, Nin m'écrivit : « La raison n'est pas du côté de Rosmer ». A mes questions réitérées par écrit de savoir s'il lui était possible d'entreprendre encore quelques initiatives supplémentaires afin de retenir Rosmer de faire ce pas erroné,

gués « officiels » Molinier, Frank et Pierre Naville... suivie du recul du camarade Lacroix). Nous aurions pu raconter en quels termes la demande par ces délégués « officiels » de notre expulsion de la salle des séances ou la discussion de la lettre du S.I. avaient été accueillis (*Le Communiste*, n° 8, 1^{er} octobre 1932). Cette version de l'incident nous a été confirmée par une lettre de Pierre Frank, qui nous a écrit le 3 janvier 1973 : « Il y eut un conflit entre notre délégation et la direction espagnole unanime, du fait que celle-ci avait invité ou reçu sur un pied d'égalité avec nous Collinet, qui était délégué du groupe de Rosmer. » Michel Collinet nous a confirmé de son côté sa présence à Madrid quelques jours avant la conférence où il fut finalement admis comme auditeur. Les textes du C. E. de la I. C. E. que nous avons eus en main ne font pas allusion au voyage de Collinet ou à sa présence à la conférence, ni le texte de Madrid à ce conflit de représentativité.

7. Dans son ouvrage, *Alfred Rosmer et le mouvement révolutionnaire international*, pp. 379 sq., Christian Gras, s'appuyant sur la correspondance contenue dans les archives Mougeot, établit que Rosmer souhaitait avant tout l'élimination de toute responsabilité de Raymond Molinier, qu'il tenait pour un dangereux aventurier. Le C. E. de la I. C. E., dans une lettre non datée, publiée dans son *Boletín interior*, n° 2 de 1933, précise qu'il est tout disposé à reconnaître les erreurs commises par Rosmer, mais, en aucun cas à admettre que ses adversaires au sein de la Ligue française, avant tout Molinier, sont, ainsi que l'affirme Trotsky, « les éléments vivants et révolutionnaires du mouvement ». Nin, Andrade et les autres portaient sur Molinier un jugement aussi sévère que Rosmer, un verdict que Trotsky ne partagera qu'en 1935, lors de leur rupture définitive.

8. Christian Gras (*op. cit.* p. 373) écrit : « En novembre 1930, quand arrivent les lettres de Trotsky favorables à Molinier, Rosmer démissionne de la Ligue. » La date est exacte. Cependant Alfonso Leonetti nous a rapporté, que, lorsque les « trois » du P. C. italien prirent contact avec Rosmer, ce dernier, non seulement ne leur parla pas de sa rupture avec la Ligue et l'Opposition internationale, mais encore les mit en rapport avec Trotsky.

9. Le raccourci ici frise la caricature. Trotsky avait écrit exactement à la fédération de Charleroi qu'animait Léon Lesoil : « Le camarade Rosmer croit possible de s'éloigner du mouvement à cause des conflits même d'ordre personnel pour des mois et des années. Quoi d'étonnant qu'avec une telle attitude envers le mouvement tout entier nos divergences principales lui paraissent secondaires ou même inexistantes ? » (Lettre du 28 juin 1931, archives Mougeot).

Nin n'a absolument rien proposé, reconnaissant par là que tous les moyens avaient été épuisés¹⁰.

Il en va de même en ce qui concerne Landau. Ainsi qu'on le sait, personne n'a proposé de l'exclure¹¹. On lui a seulement demandé de prendre part à la conférence de la section allemande démocratiquement convoquée. J'ai déposé une résolution tout à fait conciliatrice, tant par son ton que son contenu, à laquelle Nin se joignit par écrit « entièrement et sans réserves ». Or, on sait qu'après cela Landau a « exclu » la majorité du C. C. de la section allemande et refusé de participer à la conférence au sein de laquelle il était condamné à rester en minorité.

En tant que membre du Bureau international d'alors, Nin a participé à l'ensemble de notre politique et en porte la responsabilité totale. Et maintenant, sans apporter ni faits ni documents, il fait passer la responsabilité de Rosmer et de Landau sur l'opposition de gauche internationale, en oubliant ou en taisant ses propres responsabilités. Comment qualifier une telle façon d'agir ?

Admettons un instant que Nin ne soit arrivé que plus tard à la conclusion que notre manière d'agir à l'égard de Rosmer, Landau et les autres, était fausse. Il aurait dû dire alors : « *Nous* avons commis telle et telle faute ; nous devons la corriger de telle et telle façon. » C'aurait été là une voie absolument légitime. Mais il faut seulement dire de façon claire comment cor-

10. Telle est bien l'impression qui se dégage en effet des lettres de Nin telles qu'elles ont été publiées par Trotsky : Nin n'a pas mis en question le découpage et par conséquent la véracité de l'impression fournie par les extraits. Il reste que de nombreuses lettres échangées entre les deux hommes sont pour l'instant inaccessibles au chercheur.

11. Il est inexact que « personne » n'ait cherché à exclure Landau. Trotsky écrivait en effet lui-même le 17 février 1931 : « Il est inutile de dire (...) combien je suis loin de prendre sur moi la responsabilité de toute l'activité du camarade Well. Au contraire, j'étais en désaccord avec lui plus d'une fois et je ne lui cachais pas dans mes lettres mon opinion quand je trouvais qu'il commettait des erreurs sérieuses. (...) Dans les explosions d'une indignation souvent justifiée, Well empruntait la voie de Landau, *ne voyant pas d'autre méthode que la scission* (souligné par nous, P. B.). Le mot d'ordre "Exclure Landau" est faux, dangereux et nuisible. » (« La Crise de l'opposition de gauche allemande », *Bulletin international* de l'opposition communiste de gauche, n° 6, avril 1931, édition française). Il n'est, à vrai dire, pas inintéressant que Well, précisément, ait lancé le mot d'ordre d'exclure Landau, bien qu'il se soit soigneusement aligné ensuite, dans les derniers temps de la crise, sur les positions de Trotsky. On sait en effet que le pseudo-Roman Well et son frère, connu sous le nom de Sénine à l'époque, étaient en réalité deux agents du G. P. U., qui devaient être démasqués vers la fin de 1932. D'origine lithuanienne, de leur vrai nom Sobolevicius, les deux frères devaient ultérieurement faire une brillante carrière dans l'espionnage russe aux Etats-Unis sous les noms de Jack Soble et Robert Soblen.

riger les fautes. Les groupes de Rosmer¹² et Landau possèdent leurs propres publications et développent des points de vue qui, sur un certain nombre de questions essentielles, diffèrent toujours plus profondément des nôtres. Si la question de Rosmer et de Landau était avancée ici, non à titre de manœuvre, mais dans un but pratique, comme de faire rentrer ces groupes au sein de l'opposition de gauche internationale, le devoir du camarade Nin consisterait alors à porter une appréciation sur leurs points de vue et en tirer la conclusion : sont-ils compatibles avec ceux des bolcheviks-léninistes ? Exige-t-on de notre part des concessions déterminées, et précisément lesquelles, ou bien au contraire Rosmer et Landau devront-ils renoncer à des points de vue et des méthodes déterminées pour pouvoir rejoindre l'opposition de gauche ? Une telle manière, sérieuse, principielle, et en même temps pratique, de poser la question, aurait ouvert la possibilité d'une discussion et peut-être même de faire tels ou tels autres pas en avant dans la pratique. Or la manière dont agit actuellement Nin montre qu'il ne se soucie pas de quelconques résultats pratiques : il n'a besoin que d'un prétexte artificiel pour se livrer à des insinuations contre l'opposition de gauche internationale.

Tout cela est d'autant plus triste que le camarade Nin a besoin d'une certaine manière déloyale d'agir afin de dissimuler ses propres oscillations politiques et toute une série de fautes qui ont empêché l'opposition de gauche espagnole de conquérir la place à laquelle les conditions de la révolution lui donnaient la possibilité d'accéder. Maintenant, par suite de la politique radicalement fausse du camarade Nin, la section espagnole ne se développe pas, mais s'affaiblit¹³. Malheureusement, la discussion

12. Christian Gras a démontré que l'expression « groupe Rosmer » pour désigner les militants groupés en France autour du journal *Le Communiste*, ne correspondait guère à la réalité.

13. Allusion à la crise ouverte par Lacroix et à ses conséquences dans l'Opposition espagnole à la suite d'une lutte fractionnelle acharnée de plusieurs mois. Le C. E. de la Gauche communiste devait réagir à cette assertion avec une extrême vivacité, car il rendait le S. I. et au moins partiellement Trotsky responsables de l'acuité de la crise qu'ils avaient, selon lui, contribué à envenimer. Le texte de Lacroix publié dans le B. I. international d'avril 1933 affirmait notamment : « Trotsky et le S. I. ont toujours eu raison contre nous, sauf sur des points de détail. » Les décisions de la préconférence — où avait assisté un délégué de Lacroix —, la correspondance du S. I. avec Tojo, puis Arlen et Vela, avaient confirmé, sinon le soutien apporté à Lacroix — dont Trotsky et le S. I. se méfiaient —, du moins l'exploitation de la crise par le S. I. Mais l'affaire allait tourner plus mal encore. L'organe du P. S. O. E., *El Socialista*, publia en effet le 29 août 1933, sous le titre « Retour au marxisme », une lettre de Lacroix sollicitant son admission dans le parti socialiste, une abjuration de

politique avec le camarade Nin n'aboutit à aucun résultat : il se dérobe toujours, fait de la diplomatie, ne dit ni oui ni non ou, ce qui est pire encore, répond par des insinuations personnelles aux arguments politiques des camarades.

Je vous prie de porter cette lettre à la connaissance de toutes les sections, en commençant par la section espagnole. Je voudrais bien que cette lettre soit portée à la connaissance de tous nos amis d'Amérique du Sud : ils se joindront d'autant plus étroitement à notre organisation internationale et travailleront sur leur terrain national avec d'autant plus de succès qu'ils se persuaderont plus rapidement du caractère faux et dangereux de la politique du camarade Nin.

Salutations communistes.

L. T.

P.-S. Cette lettre était déjà écrite quand mes amis m'ont signalé les documents du camarade Nin et autres en réponse à la lettre des camarades Shachtman et Frank¹⁴. Du fait que cette lettre

son « gauchisme » jugée ignoble par ses anciens camarades. Selon le C.E. espagnol, Lacroix avait d'abord tenté de se faire réintégrer dans le P.C. (*Comunismo*, n° 29, octobre 1933). La défection, dans de telles conditions, de l'ancien secrétaire général constituait un coup dur, tant pour l'autorité de Trotsky que pour l'Opposition espagnole dans son ensemble. Dans *La Batalla* du 26 octobre 1933, reprenant sous le titre « La Faillite du trotskisme » les informations de *Comunismo*, Maurín qualifiait García Lavid (Lacroix) d'« homme de confiance de Trotsky » et d'« organisateur réel du trotskisme en Espagne », pour conclure : « Le trotskisme est sur le plan doctrinal beaucoup plus proche de la social-démocratie que du communisme. » Cet effondrement politique de Lacroix relevait, semble-t-il, plus du caractère de l'homme que d'une évolution politique proprement dite. Militant socialiste ensuite, commissaire de division pendant la guerre, reconnu par des officiers de la division Lister au moment de la débâcle, Lacroix, selon plusieurs témoins, aurait été pendu à quelques centaines de mètres de la frontière française en 1939. Georges Vereecken défend, dans un manuscrit inédit, la thèse selon laquelle Lacroix était lui aussi un « agent » stalinien.

14. Nous n'avons pu nous procurer le texte de cette lettre publiée dans le n° 3 du *Boletín interior*. Frank était le bras droit de Molinier et l'un des principaux dirigeants de la Ligue en France, Max Shachtman l'un des principaux trotskistes américains. Leur texte — une lettre aux sections — constituait un acte d'accusation contre les dirigeants de l'Opposition espagnole, dont nous n'avons pu non plus retrouver la réponse. Selon un camarade qui préfère sur ce point conserver l'anonymat, la colère des amis de Nin s'expliquait par le fait que Shachtman, avant de se rendre à Prinkipo, avait rencontré Nin et l'avait assuré de son soutien. Jean Van Heijenoort s'est élevé contre cette hypothèse, qu'il juge invraisemblable et nous a indiqué (lettre du 26 décembre 1972) que le texte en question avait été rédigé sous forme de projet par Pierre Frank en octobre 1932, mais que son expédition avait été retardée par le voyage à Copenhague.

a été écrite à Prinkipo, le camarade Nin y démasque une intrigue, une « comédie », etc. Il laisse entendre que je me cache derrière les signataires de la lettre. Pour quelle raison le ferais-je ? Pas par peur de Nin et consorts, car je me suis maintes fois exprimé — sans équivoque, je l'espère — sur la « politique » de Nin. Ma correspondance avec lui est maintenant accessible aux camarades. Je n'ai pas le moindre intérêt à cacher que je trouve néfaste l'activité du camarade Nin. Pourquoi aurais-je dû me dissimuler derrière Shachtman et Frank ? Même si l'initiative de la lettre était venue de moi, cela n'aurait rien changé à son contenu. Il s'agit des faits et des arguments de la lettre, et ils sont écrasants pour Nin. Or, la vérité consiste en ce que l'initiative de la lettre, aussi bien que sa rédaction, appartiennent totalement et exclusivement aux camarades qui l'ont signée. Je n'ai connu le texte de cette lettre qu'en la lisant : de quel droit Nin et consorts présentent-ils Shachtman et Frank comme incapables d'émettre un jugement sur ces manigances et de l'exprimer de leur propre initiative ? Si Nin a quelque doute sur la valeur exacte de cette lettre¹⁵, qu'il s'adresse aux sections américaine, française, à leurs organismes centraux comme locaux. Il recevra, j'en suis certain, une réponse nette, quoique peu reconfortante pour lui.

Shachtman l'avait signé à Prinkipo et il avait alors été expédié revêtu de ces deux signatures. Dans sa réponse, au sujet de la participation de Trotsky à la rédaction de ce texte, le C. E. de la I. C. E. déclare simplement : « Puisque Trotsky le dit et que nous n'avons pas la preuve du contraire, nous le croirons. » Mais il ajoute quelques lignes plus bas que Shachtman est un homme « sans principes », « intrigant puéril sans le moindre sens de responsabilité politique », et qui aurait dû être exclu comme « perturbateur et dilettante ».

15. Le C. E. de la I. C. E. répondait : « Pour grandes que soient vos qualités et votre expérience politique, elles ne peuvent produire que des documents lamentables quand il s'agit de justifier l'injustifiable et de défendre l'indéfendable. » Concernant les injures : « Nous vous assurons, camarade Trotsky, que nous n'avons jamais utilisé et que nous n'utiliserons jamais l'injure. Nos accusations reposent sur des faits concrets, prouvés et vérifiables à tout moment ». (*Boletín interior*, n° 4, p. 9). De son côté, Nin répondait à Trotsky par la déclaration suivante : « Pour satisfaire les camarades qui m'ont demandé pourquoi je laissais sans réponse les accusations lancées contre moi par le camarade Trotsky, je déclare que cette attitude, dans laquelle je pense persister inébranlablement, répond au ferme dessein de ne pas faire le jeu d'une manœuvre grossière qui ne poursuit d'autre objectif que de me provoquer afin de donner un caractère personnel à nos divergences avec la direction internationale et de m'opposer à l'organisation. Le camarade Trotsky et le S. I. auront donc à discuter avec la section espagnole et son C. E., qui n'est ni un cercle (*tertulia*) d'amis, ni une camarilla d'épigones, mais un organisme légitimement élu par l'organisation dont il représente le point de vue tant qu'il jouit de sa confiance » (*ibidem*, p. 13).

Recourant toujours à de mesquins subterfuges, Nin tente de défendre ses insinuations personnelles en citant mon affirmation — d'ailleurs peu personnelle — suivant laquelle la politique se fait à travers les personnes. Il oublie seulement qu'à travers les personnes se fait non seulement la bonne politique, mais aussi la mauvaise, et que toute politique sélectionne les personnes qui lui correspondent, et les éduque.

PAS DE COLLABORATION DANS LA CONFUSION¹(Protestation auprès d'*Adelante*, 3 octobre 1933)

J'ai reçu d'Espagne la nouvelle de la parution d'*Adelante* parmi les collaborateurs duquel mon nom est mentionné à côté de ceux de Karl Radek et Préobrajenski². A ce jour, absolument personne ne m'a invité à collaborer à *Adelante* et, en conséquence, je n'aurais pu donner à qui que ce soit mon consentement. En ce qui concerne Préobrajenski, qui est en exil, une utilisation abusive de son nom ne pourrait que lui nuire. Le très peu respectable nom de Karl Radek donne à cette liste un caractère totalement fantastique et inexplicable³.

Eu égard aux faits ci-dessus mentionnés, je me vois contraint de vous prier de cesser d'utiliser mon nom⁴.

3 octobre 1933.

Léon Trotsky.

1. D. 4111. C'est en novembre 1933 que le Bloc ouvrier et paysan de Catalogne de Maurín commença la publication, à Barcelone, d'un quotidien, *Adelante*, qu'allait diriger l'ancien animateur de l'*agrupación* communiste autonome de Madrid, Luis Portela. *La Batalla*, hebdomadaire, au cours de la campagne de lancement du nouveau quotidien, avait annoncé qu'*Adelante* publierait des articles des principales personnalités du mouvement communiste, exclus ou non, opposants de droite ou de gauche. Conformément à une tradition du mouvement ouvrier espagnol d'origine anarchiste, il ne s'agissait de toute évidence pas d'une collaboration volontaire des personnes mentionnées, mais de l'emprunt, annoncé à l'avance, de leurs articles publiés ici ou là. Nin insista pour que Trotsky rédigeât immédiatement le texte suivant.

2. Radek et Préobrajenski avaient l'un et l'autre été des compagnons de Trotsky dans la lutte de l'opposition de gauche de 1923, puis de l'opposition unifiée. Ils avaient en tant que tels été déportés à la fin de 1927, mais, dans une déclaration également signée de Smilga, avaient capitulé le 14 juillet 1929.

3. On note la différence de traitement entre les deux hommes. C'est que Préobrajenski, toujours en exil, selon les informations de Trotsky, était allé beaucoup moins loin que Radek dans la voie de la capitulation devant Staline. Trotsky accusait notamment Radek d'avoir dénoncé au G. P. U. Jakob Blumkin, qui lui avait raconté sa visite à Trotsky et avait été fusillé. En fait, *Adelante* allait publier un télégramme de Radek et Préobrajenski en date du 5 octobre dans lequel les deux hommes proclamaient leur refus de « collaborer à un journal à côté de renégats du communisme comme Brandler, Thalheimer, Trotsky, Souvarine, etc. ».

4. Les dirigeants du Bloc ne tinrent aucun compte de cette injonction et continuèrent à publier des traductions d'articles de Trotsky sans indication d'origine, aussi bien dans *Adelante* que *La Batalla*.

D 2

LE TEMPS DU COMITÉ DES FORGES PARLE DU « TROTSKYSME »²⁶¹

Le Temps du 13 août a reproduit un télégramme de son correspondant à Moscou que nous recommandons à l'attention de tout communiste qui pense. Le télégramme paraît avoir été rédigé dans la Chancellerie de Staline : Trotsky « ne rentrera en aucun cas en Union soviétique » ; « Trotsky n'a jamais été ami des paysans » ; « aucune conciliation n'est possible entre la politique et la révolution permanente de Trotsky et la politique de (...) la construction du socialisme dans un seul pays » ! Tout ceci communiqué, bien entendu, non pour intimider mais, au contraire, pour tranquilliser l'opinion publique de la bourgeoisie française.

Afin de duper les ouvriers étrangers, Staline ordonne aux journaux communistes officiels d'Occident d'imprimer que Trotsky est l'allié, le soutien et l'espoir de la bourgeoisie mondiale. Mais le correspondant du *Temps* s'applique à donner l'assurance à la bourgeoisie française que Trotsky « est aussi dépourvu de programme que de troupes et que son nom n'évoque plus aucun écho dans les foules russes ».

Autrement dit, l'organe du capital financier, non seulement ne cherche pas à exagérer l'influence de son prétendu « allié », mais tranquillise au contraire la bourgeoisie française en l'assurant de la victoire complète et définitive du socialisme-national sur la révolution permanente. La signification politique du télégramme du *Temps* prend toute sa valeur en liaison avec le voyage d'Herriot en U. R. S. S. et, en général, avec la politique de rapprochement entre la France bourgeoise et la bureaucratie stalinienne.

²⁶¹ L'article parut, sans signature, dans *la Vérité*, n° 168, du 18 août 1933. Le rapprochement entre le gouvernement français et l'Union soviétique s'effectuait à la suite des furieuses attaques d'Hitler et des plans d'expansion de Rosenberg dirigés contre l'U. R. S. S. Le voyage à Moscou d'Edouard Herriot ouvrait la voie à la visite officielle du ministre de l'air Pierre Cot. Des contacts avaient été pris à Paris entre l'attaché militaire soviétique, Ventsov, et le colonel de Lattre de Tassigny, aide de camp du général Weygand. Les conditions étaient en train de se créer qui allaient permettre en 1935 la conclusion du traité franco-soviétique.

Pourtant le plus remarquable dans le télégramme, c'est sa conclusion : « On nous affirme de source parfaitement autorisée que même au cas où il (Trotsky) signerait, comme ont fait Kamenev et Zinoviev, une lettre de repentir (...), il serait impossible de lui accorder l'autorisation de rentrer en Union soviétique. » Pour toute personne qui n'est pas politiquement illettrée, cela veut dire : Staline (la « source parfaitement autorisée ») prend l'engagement formel, devant l'agent du capital financier français, de ne pas admettre Trotsky en U. R. S. S., même s'il signe une lettre de repentir ! D'ailleurs, ajoute en passant le correspondant, « il n'est nullement dans le caractère de Trotsky de signer une pareille lettre ».

Le Temps laisse prudemment de côté la contradiction : si Trotsky n'a ni programme ni troupes, s'il est étranger aux masses, pourquoi serait-il donc « impossible de lui accorder l'autorisation de rentrer dans l'Union soviétique », même s'il se repentait ? Le correspondant expérimenté, qui observe la discipline politique, n'a pas posé de questions épineuses à sa « source autorisée ». Pour cette fois, l'engagement catégorique de Staline lui suffit : que la Bourse de Paris ne craigne pas le rapprochement avec Moscou : « Trotsky ne sera en aucun cas admis en U. R. S. S. ! » Et Staline en faisait serment hier à Hitler, aujourd'hui au Comité des forges²⁶².

Encore une fois : que les staliniens réfléchissent à ce document politique significatif. Ce n'est pas un bavardage de la presse des boulevards. Ce n'est pas pour rien que Jaurès disait un jour : « *Le Temps*, c'est la bourgeoisie faite journal. »

²⁶² Georges Luciani (alias Pierre Berland) correspondant du *Temps* et du *Petit Parisien* à Moscou, souligna à différentes reprises dans ses chroniques à quel point la victoire du modéré Staline sur Trotsky, apôtre de la révolution permanente, était rassurante pour les bourgeoisies occidentales. Elle impliquait en effet, de la part de Staline, une politique de « coexistence pacifique » avec les Etats capitalistes, dont la défaite de Trotsky était la caution. (Voir son recueil d'articles *Six ans à Moscou*, Paris, 1938.)

OU VA LA FRANCE ? ²⁹¹

Fin octobre 1934

Nous voulons dans ces pages expliquer aux ouvriers avancés le sort qui attend la France dans les années qui viennent : la France qui, pour nous, n'est ni la Bourse, ni les banques, ni les trusts, ni le gouvernement, ni l'état-major, ni l'Eglise — ceux-là sont les oppresseurs de la France —, mais la classe ouvrière et les paysans exploités.

L'effondrement de la démocratie bourgeoise.

Après la guerre se produisirent plusieurs révolutions qui remportèrent de brillantes victoires : en Russie, en Allemagne, en Autriche-Hongrie et, plus tard, en Espagne. Mais c'est seulement en Russie que le prolétariat a pris complètement le pouvoir, qu'il a exproprié ses exploités et, grâce à ces mesures, a su créer et maintenir un Etat ouvrier. Ailleurs, le prolétariat, malgré sa victoire, s'est arrêté à mi-chemin par la faute de sa direction. Le résultat fut que le pouvoir lui échappa et, passant de gauche à droite, devint la proie du fascisme. Ailleurs encore le pouvoir est tombé aux mains de dictatures militaires. Nulle part le Parlement n'a eu la force de concilier les contradictions de classes et d'assurer une évolution pacifique. Partout le conflit s'est résolu les armes à la main.

²⁹¹ Ce long article parut pour la première fois dans *la Vérité* du 9 novembre 1934 dont il occupait toutes les colonnes. Le journal était alors l'organe du « groupe bolchevik-léniniste de la S.F.I.O. » et dirigé par un comité de rédaction de quatre membres, Boitel, Craipeau, Frank et Molinier. L'article était présenté comme le résultat d'un travail collectif en commission. Dans son *Journal d'exil*, à la date du 9 avril 1935, Trotsky consigne ses réflexions à la lecture de ce texte, ajoutant qu'il ignore qui l'a rédigé : une précaution rendue nécessaire par les conditions de son séjour en France, qui éclaira sa prudence jusque dans la rédaction d'un journal en principe « intime ». L'article, qui se trouve dans les archives (T 3066) devait être réimprimé avec d'autres sous le titre *Où va la France ?*, en 1936, avec une préface datée du 10 juin dans laquelle Trotsky se reconnaît comme l'auteur.

En France, certes, on s'est longtemps bercé de l'idée que le fascisme n'avait rien à voir avec ce pays. Car la France est une république, où toutes les questions sont tranchées par le peuple souverain au moyen du suffrage universel. Mais, le 6 février, quelques milliers de fascistes et de royalistes, armés de revolvers, de matraques et de rasoirs, ont imposé au pays le réactionnaire gouvernement Doumergue, sous la protection duquel les bandes fascistes continuent à grandir et à s'armer²⁹². Que nous prépare demain ?

En France, certes, comme dans d'autres pays d'Europe — l'Angleterre, la Belgique, la Hollande, la Suisse, les pays scandinaves —, il existe encore un Parlement, des élections, des libertés démocratiques ou tout au moins leurs débris. Mais dans tous ces pays, la lutte des classes s'exacerbe dans le même sens qu'auparavant en Allemagne et en Italie. Celui qui se console avec l'affirmation que « la France n'est pas l'Allemagne » est un imbécile sans espoir. Dans tous les pays agissent aujourd'hui des lois identiques, celles de la décadence du capitalisme. Si les moyens de production demeurent entre les mains d'un petit nombre de capitalistes, il n'existe pas de salut pour la société qui est condamnée à aller de crise en crise, de misère en misère, de mal en pis. Selon les pays, les conséquences de la décrépitude et de la décadence du capitalisme s'expriment sous des formes diverses et se développent à des rythmes inégaux. Mais le fond du processus est partout le même. La bourgeoisie a conduit sa société à la faillite. Elle n'est capable d'assurer au peuple ni le pain ni la paix. C'est précisément pourquoi elle ne peut plus désormais supporter l'ordre démocratique. Elle est contrainte d'écraser les ouvriers par la violence physique. Or il est impossible de venir à bout du mécontentement des ouvriers et des paysans au moyen de la seule police ; il est trop souvent impossible de faire marcher l'armée contre le peuple, car elle commence à se décomposer et cela se termine par le passage d'une grande partie des soldats du côté du peuple. C'est pour ces raisons que le grand capital est contraint de constituer des bandes armées spécialisées²⁹³,

²⁹² L'émeute des Ligues, le 6 février 1934, provoqua la démission du gouvernement Daladier et la formation d'un gouvernement dit d'« union nationale » présidé par Gaston Doumergue et dans lequel figuraient notamment le maréchal Pétain, André Tardieu, chargé d'étudier la « réforme de la constitution », Pierre Laval, Edouard Herriot et le leader « néo-socialiste » Adrien Marquet. Daladier avait démissionné sans avoir été mis en minorité. Les radicaux, à l'exception de vingt-six députés qui s'abstinrent, soutinrent le gouvernement d'union nationale dont leur leader Herriot faisait partie.

²⁹³ Dans son étude sur *Quelques aspects du fascisme en France*, Claude Willard parle d'Ernest Mercier, dont il dit qu'il « semble avoir joué le rôle de collecteur et de distributeur des subventions patronales aux ligues fascistes et aux organisations pro-fascistes ». Mercier était administrateur de vingt-quatre sociétés, notamment de la Banque de Paris et des Pays-Bas, de la Compagnie générale d'électricité et du groupe de presse Carbuccia qui éditait

dressées à la lutte contre les ouvriers, comme certaines races de chiens contre le gibier. La signification historique du *fascisme* est qu'il doit écraser la classe ouvrière, détruire ses organisations, étouffer la liberté politique, et cela précisément au moment où les capitalistes sont incapables de continuer à dominer et à diriger par l'intermédiaire du mécanisme démocratique.

Son matériel humain, le fascisme le recrute surtout au sein de la petite bourgeoisie. Celle-ci est finalement ruinée par le grand capital et il n'existe pas pour elle d'issue dans la structure sociale actuelle : mais elle n'en connaît pas d'autre. Son mécontentement, sa révolte, son désespoir, les fascistes les détournent du grand capital pour les diriger contre les ouvriers. On peut dire du fascisme qu'il est une opération de « luxation » des cerveaux de la petite bourgeoisie dans l'intérêt de ses pires ennemis. Ainsi, le grand capital ruine d'abord les classes moyennes puis, à l'aide de ses mercenaires, les démagogues fascistes, il tourne contre le prolétariat la petite bourgeoisie sombrant dans le désespoir. Ce n'est que par de tels procédés de brigand que le régime bourgeois parvient encore à se maintenir. Jusqu'à quand ? Jusqu'à ce qu'il soit renversé par la révolution prolétarienne.

Le commencement du bonapartisme en France.

En France, le mouvement de la démocratie au fascisme n'en est encore qu'à la première étape. Le Parlement existe toujours, mais il n'a plus ses pouvoirs d'autrefois et ne les recouvrera jamais. Morte de peur, la majorité des députés, après le 6 février, a appelé au pouvoir Doumergue, le sauveur, l'arbitre. Son gouvernement se tient au-dessus du Parlement : il s'appuie non sur la majorité « démocratiquement » élue, mais directement et immédiatement sur l'appareil bureaucratique, sur la police et sur l'armée²⁹⁴. C'est précisément pourquoi Doumergue ne peut souffrir aucune liberté pour les fonctionnaires et pour les serviteurs de l'Etat en général²⁹⁵. Il lui faut un appareil bureaucratique docile et discipliné, au som-

Gringoire, présidait la Compagnie française des pétroles (pp. 215-16). Selon Augustin Hamon, Mercier qui avait dès 1925 appointé le futur dirigeant de l'Union nationale de combattants, active le 6 février, Jean Goy, aurait été en réalité un « très haut commis » des Rothschild.

²⁹⁴ La présence de Pétain au sein du gouvernement signifiait évidemment l'adhésion des chefs de l'armée à la solution d'« union nationale ». Les bruits les plus alarmants sur leur attitude avaient circulé pendant la journée du 7 février : on disait notamment que Lyautey allait prendre la tête de nouvelles manifestations.

²⁹⁵ Dans son discours radiodiffusé du 24 mars, Doumergue avait été particulièrement menaçant à l'égard des fonctionnaires, lesquels allaient d'ailleurs faire l'essentiel des frais des décrets-lois d'avril, prévoyant une réduction d'effectif de 10 %.

met duquel il puisse se tenir sans danger. La majorité des députés est contrainte de s'incliner devant Doumergue parce qu'elle a peur des fascistes et du « front commun ». On écrit beaucoup actuellement sur la « réforme » prochaine de la Constitution, sur le droit de dissoudre la Chambre, etc. Ces questions n'ont qu'un intérêt juridique car, politiquement, la question est déjà résolue. La réforme s'est accomplie sans voyage à Versailles. L'apparition sur l'arène des bandes fascistes armées a donné aux agents du grand capital la possibilité de s'élever au-dessus du Parlement. C'est en cela que consiste maintenant l'essence de la Constitution française. tout le reste n'est qu'illusions, phrases ou tromperie consciente.

Le rôle de Doumergue actuellement — ou de ses éventuels successeurs, comme le maréchal Pétain ou Tardieu — ne constitue pas un phénomène nouveau. Dans d'autres conditions, Napoléon I^{er} et Napoléon III jouèrent un rôle analogue. L'essence du bonapartisme consiste en ce que, s'appuyant sur la lutte de deux camps, il « sauve » la « nation » par une dictature bureaucratique-militaire. Napoléon I^{er} représente le bonapartisme de la jeunesse impétueuse de la société bourgeoise. Le bonapartisme de Napoléon III est celui de l'époque où la calvitie apparaît déjà sur le crâne de la bourgeoisie. En la personne de Doumergue, nous avons le bonapartisme sénile de l'époque du déclin capitaliste. Le gouvernement Doumergue est le premier degré du passage du parlementarisme au bonapartisme. Pour maintenir son équilibre, il lui faut à sa droite les bandes fascistes et autres qui l'ont porté au pouvoir. Réclamer de lui qu'il dissolve — non sur le papier, mais dans la réalité — les Jeunesses patriotes, les Croix de feu, les Camelots du roi et autres, c'est réclamer qu'il coupe la branche sur laquelle il se tient. Des oscillations temporaires d'un côté ou de l'autre restent, bien entendu, possibles. Ainsi une offensive prématurée du fascisme pourrait provoquer dans les sommets gouvernementaux un écart « à gauche » : Doumergue ferait place, pour un temps, non à Tardieu, mais à Herriot. Mais il n'est d'abord pas dit que les fascistes feront une tentative prématurée, et ensuite un écart temporaire à gauche dans les sommets ne modifierait pas la direction générale du développement, et hâterait plutôt le dénouement. Il n'existe aucune voie pour retourner à la démocratie pacifique. Le développement conduit inévitablement, infailliblement, à un conflit entre le prolétariat et le fascisme.

Le bonapartisme sera-t-il de longue durée ?

Combien de temps l'actuel régime bonapartiste de transition peut-il se maintenir ? En d'autres termes, combien de temps reste-t-il au prolétariat pour se préparer au combat décisif ? Il est naturellement impossible de répondre avec précision à cette question. On peut cependant établir quelques données qui permettent d'évaluer

la vitesse du développement du processus d'ensemble. L'élément le plus important pour cette estimation est le sort à venir du parti radical.

Le bonapartisme actuel, nous l'avons dit, est apparu dans les conditions du début d'une guerre civile entre les camps politiques extrêmes. Son principal appui matériel, il le trouve dans la police et dans l'armée. Mais il a aussi un appui à gauche : le parti radical-socialiste. La base de masse de ce parti est constituée par la petite bourgeoisie des villes et des campagnes. Les sommets en sont formés par les agents « démocratiques » de la grande bourgeoisie qui, de loin en loin, ont donné au peuple de petites réformes et le plus souvent des phrases démocratiques, l'ont sauvé chaque jour — en paroles — de la réaction et du cléricanisme, mais, dans toutes les questions importantes, ont fait la politique du grand capital. Sous la menace du fascisme, et plus encore du prolétariat, les radicaux-socialistes ont été contraints de passer du camp de la « démocratie » parlementaire dans celui du bonapartisme. Comme le chameau sous le fouet du chamelier, le radicalisme s'est mis sur ses quatre genoux, afin de permettre à la réaction capitaliste de s'asseoir entre ses bosses. Sans le soutien politique des radicaux, le gouvernement Doumergue serait actuellement impossible.

Si l'on compare l'évolution politique de la France à celle de l'Allemagne, le gouvernement Doumergue et ses successeurs éventuels correspondent aux gouvernements Brüning, von Papen, von Schleicher, qui comblèrent l'intervalle entre la démocratie de Weimar et Hitler. Il y a partout une différence qui, politiquement, peut revêtir une énorme importance. Le bonapartisme allemand est entré en scène au moment où les partis démocratiques avaient fondu, alors que les nazis grandissaient avec une force prodigieuse. Les trois gouvernements « bonapartistes » d'Allemagne, du fait de la faiblesse de leurs bases politiques propres, se trouvaient en équilibre sur une corde raide tendue au-dessus de l'abîme qui séparait les deux camps hostiles du prolétariat et du fascisme. Ils tombèrent tous trois très vite. Le camp du prolétariat était alors divisé, non préparé à la lutte, désorienté et trahi par ses chefs. Les nazis purent prendre le pouvoir pratiquement sans combat.

Le fascisme français ne présente pas encore aujourd'hui une force de masse. En revanche, le bonapartisme a un appui, certes pas très sûr ni très stable, mais un appui de masse dans la personne des radicaux. Entre ces deux faits existe un lien interne. Par le caractère social de sa base, le radicalisme est un parti de la petite bourgeoisie. Or le fascisme ne peut devenir une force de masse qu'en conquérant la petite bourgeoisie. En d'autres termes : en France, *le fascisme peut se développer avant tout aux dépens des radicaux*. Ce processus est déjà en train de se produire, mais il n'en est encore qu'à son début.

Le rôle du parti radical.

Les dernières élections cantonales ont donné les résultats qu'on pouvait et devait en attendre : les flancs, c'est-à-dire les réactionnaires et le bloc ouvrier, ont gagné, et le centre, c'est-à-dire les radicaux, ont perdu. Mais gains et pertes sont encore infimes. S'il s'était agi d'élections législatives, ces phénomènes auraient pris, à n'en pas douter, une plus grande ampleur. Les déplacements qui se sont marqués n'ont pas pour nous d'importance en eux-mêmes, mais comme symptômes des changements qui se produisent dans la conscience des masses. Ils montrent que le centre petit-bourgeois a déjà commencé à fondre au profit des deux extrêmes. Cela signifie que ce qui subsiste du régime parlementaire va être de plus rongé : les extrêmes vont grandir et les heurts entre eux approchent. Il n'est pas difficile de comprendre que c'est là un processus inévitable.

Le parti radical est le parti à l'aide duquel la grande bourgeoisie entretenait les espoirs de la petite bourgeoisie en une amélioration progressive et pacifique de sa situation. Les radicaux n'ont pu jouer ce rôle qu'aussi longtemps que la situation économique de la petite bourgeoisie restait supportable, qu'elle n'était pas véritablement ruinée, qu'elle gardait espoir en l'avenir. Le programme des radicaux a toujours été, certes, un simple chiffon de papier. Ils n'ont accompli et ne pouvaient accomplir aucune réforme sociale sérieuse en faveur des travailleurs : la grande bourgeoisie qui détient tous les véritables leviers du pouvoir, les banques et la Bourse, la grande presse, les hauts fonctionnaires, la diplomatie, l'Etat-major, ne leur eût pas permis. Mais ils obtenaient de temps à autre, en faveur de leur clientèle, surtout en province, quelques petites aumônes et entretenaient par là les illusions des masses populaires. Ainsi en allait-il jusqu'à la dernière crise. Actuellement, il devient clair, même pour le paysan le plus arriéré, qu'il ne s'agit pas d'une crise ordinaire passagère comme il y en eut un certain nombre avant la guerre, mais d'une crise de l'ensemble du système social. Il faut des mesures hardies et décisives. Lesquelles ? Le paysan ne le sait pas. Personne ne le lui a dit comme il eût fallu le lui dire.

Le capitalisme a porté les moyens de production à un niveau tel qu'ils se sont trouvés paralysés par la misère des masses populaires qu'il avait ruinées. De ce fait, tout le système est entré dans une période de décadence, de décomposition, de pourriture. Non seulement le capitalisme ne peut pas donner aux travailleurs de nouvelles réformes sociales, ni même de simples petites aumônes, mais encore il est contraint de reprendre même les anciennes. Toute l'Europe est entrée aujourd'hui dans l'ère des « contre-réformes » économiques et politiques. La politique de spoliation et d'étouffement des masses n'est pas le fruit des caprices de la réaction, mais résulte de la décomposition du système capitaliste. C'est là le fait fondamental

et tout ouvrier doit le comprendre s'il ne veut pas être dupé par des phrases creuses. C'est précisément pourquoi les partis démocratiques se décomposent et perdent l'un après l'autre leurs forces, dans l'Europe entière. Le même sort attend les radicaux français. Seuls des gens sans cervelle peuvent penser que la capitulation de Daladier ou la servilité d'Herriot devant la pire réaction résultent de causes fortuites ou temporaires ou du manque de caractère de ces deux lamentables chefs. Non ! Les grands phénomènes politiques ont toujours de profondes racines sociales. La décadence des partis démocratiques est un phénomène universel dont les causes sont dans la décadence du capitalisme lui-même. La grande bourgeoisie dit aux radicaux : « Maintenant, ce n'est plus le moment de plaisanter ! Si vous ne cessez pas de faire des coquetteries aux socialistes et de flirter avec le peuple en lui promettant monts et merveilles, alors j'appelle les fascistes. Comprenez bien que le 6 février ne fut qu'un premier avertissement ! » Après quoi, le chameau radical se met sur ses quatre genoux : il ne lui reste rien d'autre à faire.

Mais le capitalisme ne se sauvera pas sur cette voie. Liant son sort, aux yeux de tout le peuple, à celui de la réaction, il abrège inévitablement sa carrière. La perte de voix et de mandats qu'il a subie aux cantonales n'est qu'un commencement. Le processus d'effondrement du parti radical s'accélérera de plus en plus. Toute la question est de savoir en faveur de qui, de la révolution prolétarienne ou du fascisme, se fera cet effondrement inévitable.

Qui présentera le premier, le plus largement, le plus hardiment, aux classes moyennes, le programme le plus convaincant et — c'est là le plus important — saura conquérir leur confiance en leur montrant en paroles et en fait qu'il est capable de briser tous les obstacles sur la voie d'un avenir meilleur : le socialisme révolutionnaire ou la réaction fasciste ? De cette question dépend le sort de la France, pour de nombreuses années. Non seulement de la France, mais de toute l'Europe. Non seulement de l'Europe, mais du monde entier.

Les « classes moyennes », le parti radical et le fascisme.

Depuis la victoire des nazis en Allemagne, on fait dans les partis et les groupes de « gauche » beaucoup de discours sur la nécessité d'être proches des « classes moyennes », afin de barrer la route au fascisme. La fraction Renaudel et Cie s'est séparée du parti socialiste avec cet objectif particulier de se rapprocher des radicaux²⁹⁶. Mais à l'heure même où Renaudel, qui vit encore sur les

²⁹⁶ La tendance dite « néo-socialiste » de la S.F.I.O., animée par le vétéran Renaudel, mais surtout par Marcel Déat et Adrien Marquet, avait soutenu la nécessité de « rajoinir » la théorie et les méthodes du socialisme. Battue en juillet 33 au congrès de Paris, elle rompait après l'exclusion de plusieurs de

idées de 1848, tendait les deux mains à Herriot, ce dernier avait les deux mains prises, l'une par Tardieu, l'autre par Louis Marin²⁹⁷.

Il ne faut pas en conclure que la classe ouvrière doit tourner le dos à la petite bourgeoisie et la laisser à son malheur. Non, se rapprocher des paysans et des petites gens des villes, les attirer de notre côté, c'est la condition nécessaire du succès de la lutte contre le fascisme, pour ne pas parler de la conquête du pouvoir. Il faut seulement poser correctement le problème. Mais, pour cela, il faut comprendre clairement la nature des « classes moyennes ». Rien n'est plus dangereux en politique, surtout dans une période critique, que de répéter des formules générales sans examiner le contenu social qu'elles recouvrent.

La société contemporaine se compose de trois classes : la grande bourgeoisie, le prolétariat et les classes moyennes, ou petite bourgeoisie. Les relations entre ces trois classes déterminent en fin de compte la situation politique. Les classes fondamentales sont la grande bourgeoisie et le prolétariat. Seules ces deux classes peuvent avoir une politique indépendante, claire et conséquente. La petite bourgeoisie est caractérisée par sa dépendance économique et son hétérogénéité sociale. Sa couche supérieure touche directement la grande bourgeoisie. Sa couche inférieure se fond avec le prolétariat et tombe même dans le lumpen-prolétariat. Conformément à sa situation économique, la petite bourgeoisie ne peut avoir de politique indépendante. Elle oscille constamment entre les capitalistes et les ouvriers. Sa propre couche supérieure la pousse à droite ; ses couches inférieures, opprimées et exploitées sont capables, dans certaines conditions, de tourner brusquement à gauche. Ce sont ces relations contradictoires entre les différentes couches des classes moyennes qui ont toujours déterminé la politique confuse et inconsistante des radicaux, leurs hésitations entre le Cartel et les socialistes, pour calmer la base, et le Bloc national avec la réaction capitaliste, pour sauver la bourgeoisie. La décomposition définitive du radicalisme commence au moment où la grande bourgeoisie, qui est elle-même dans l'impasse, ne lui permet plus d'osciller²⁹⁸. La petite bourgeoisie, incarnée par les masses ruinées des villes

ses chefs de file pour constituer en décembre 1933 le parti socialiste de France. Dès février 34, les « néos » rejoignaient dans la majorité, non seulement les radicaux dont ils voulaient faire des alliés permanents, mais encore Tardieu, Pétain et Laval. A partir de 1934, Frossard allait à son tour reprendre dans la S.F.I.O. les thèses défendues précédemment par les néos. La direction de la S.F.I.O., qui avait condamné l'alliance avec les radicaux quand la proposition émanait des néos, s'y rallia quand elle émana du P.C.

²⁹⁷ Louis Marin fut entre les deux guerres le représentant à la chambre de la « droite classique ».

²⁹⁸ Edouard Herriot avait été successivement président du Conseil du gouvernement de Cartel des gauches, puis ministre d'Etat dans le gouvernement Poincaré d'Union nationale.

et des campagnes, commence à perdre patience. Elle prend une attitude de plus en plus hostile à sa propre couche supérieure : elle se convainc en fait de l'inconsistance et de la perfidie de sa direction politique. Le paysan pauvre, l'artisan, le petit commerçant se convainquent qu'un abîme les sépare de tous ces maires, ces avocats, ces arrivistes politiques du genre Herriot, Daladier, Chautemps qui, par leur mode de vie et leurs conceptions, sont de grands bourgeois. C'est précisément cette désillusion de la petite bourgeoisie, son impatience et son désespoir que le fascisme exploite. Ses agitateurs stigmatisent et maudissent la démocratie parlementaire qui épaulé les carriéristes et les staviskrates, mais ne donne rien aux petits travailleurs. Ces démagogues brandissent le poing contre les banquiers, les gros commerçants, les capitalistes. Ces paroles et ces gestes répondent pleinement aux sentiments des petits propriétaires qui se sentent dans l'impasse. Les fascistes montrent de l'audace, descendent dans la rue, s'attaquent à la police, tentent de chasser le Parlement par la force. Cela en impose au petit bourgeois qui sombrait dans le désespoir. Il se dit : « Les radicaux, parmi lesquels il y a trop de coquins, se sont vendus définitivement aux banquiers ; les socialistes promettent depuis longtemps d'anéantir l'exploitation, mais ils ne passent jamais des paroles aux actes ; les communistes, on n'y peut rien comprendre : aujourd'hui c'est une chose, demain c'en est une autre ; il faut voir si les fascistes ne peuvent pas apporter le salut. »

Le passage des classes moyennes dans le camp du fascisme est-il inévitable ?

Renaudel, Frossard et leurs semblables s'imaginent que la petite bourgeoisie est avant tout attachée à la démocratie, et que c'est précisément pourquoi il faut s'allier aux radicaux ! Quelle monstrueuse aberration ! La démocratie n'est qu'une forme politique. La petite bourgeoisie ne se soucie pas de la coquille, mais du fruit. Que la démocratie se révèle impuissante, et au diable la démocratie ! Ainsi raisonne ou réagit chaque petit bourgeois. C'est dans la révolte grandissante des couches inférieures de la petite bourgeoisie contre ses couches supérieures, « instruites », municipales, cantonales, parlementaires, que se trouve la source politique et sociale principale du fascisme. Il faut y ajouter la haine de la jeunesse intellectuelle, écrasée par la crise, pour les avocats, les professeurs, les députés et les ministres parvenus : les intellectuels petits-bourgeois inférieurs se rebellent eux aussi contre leurs supérieurs. Cela signifie-t-il que le passage de la petite bourgeoisie sur la voie du racisme soit inéluctable ? Non, une telle conclusion relèverait d'un honteux fatalisme. Ce qui est réellement inéluctable, c'est la fin du radicalisme et de tous les groupements politiques qui lient leur sort

au sien. Dans les conditions de la décadence capitaliste, il ne reste plus de place pour un parti de réformes démocratiques et de progrès « pacifique ». Quelle que soit la voie par laquelle doit passer le développement à venir de la France, le radicalisme disparaîtra de toute façon de la scène, rejeté et honni par la petite bourgeoisie qu'il a définitivement trahie. Que notre prédiction réponde à la réalité, tout ouvrier conscient s'en convaincra dès maintenant sur la base des faits et de l'expérience quotidienne. De nouvelles élections apporteront aux radicaux de nouvelles défaites. Les uns après les autres, des couches vont se séparer d'eux, les masses populaires en bas, les groupes de carriéristes effrayés en haut. Des départs, des scissions, des trahisons vont se succéder sans interruption²⁹⁹. Aucune manœuvre et aucun bloc ne pourront sauver le parti radical. Il entraînera avec lui dans l'abîme le « parti » de Renaudel, Déat et Cie. La fin du parti radical est le résultat inévitable du fait que la société bourgeoise ne peut plus résoudre ses difficultés par les méthodes prétendues démocratiques. La scission entre la base de la petite bourgeoisie et ses sommets est inévitable.

Mais cela ne signifie pas du tout que les masses qui suivent le radicalisme doivent inévitablement reporter leurs espoirs sur le fascisme. Certes, la partie la plus démoralisée, la plus déclassée et la plus avide de la jeunesse des classes moyennes a déjà fixé son choix dans cette direction. C'est dans ce réservoir que puisent surtout les bandes fascistes. Mais les lourdes masses petites-bourgeoises des villes et des campagnes n'ont pas encore choisi. Elles hésitent devant une grave décision. C'est précisément parce qu'elles hésitent qu'elles continuent encore, mais déjà sans avoir confiance, à voter pour les radicaux. Ces hésitations, cette irrésolution ne dureront pourtant pas des années, mais seulement des mois. Le développement politique va prendre, dans la période qui vient, un rythme fébrile. La petite bourgeoisie ne repoussera la démagogie du fascisme que si elle a foi dans une autre voie. L'autre voie, c'est la révolution prolétarienne.

Est-il vrai que la petite bourgeoisie craigne la révolution ?

Les routiniers du Parlement qui croient bien connaître le peuple aiment à répéter : « Il ne faut pas effrayer les classes moyennes avec la révolution, car elles n'aiment pas les extrêmes. » Sous cette forme générale, cette affirmation est absolument fausse. Naturel-

²⁹⁹ La première scission devait se produire immédiatement après les journées de février au congrès de Clermont-Ferrand : le leader de la minorité, Gabriel Cudenet, démissionnait avec éclat. Dans les années qui suivirent, le parti radical était coupé en deux entre les adversaires de l'ouverture à gauche, avec Emile Roche, et ses partisans, les « jeunes radicaux » de Pierre Cot et Jean Zay. Ce dernier, cependant, après s'être abstenu à la Chambre, allait approuver au congrès la participation radicale au gouvernement Doumergue.

lement, le petit propriétaire tient à l'ordre tant que ses affaires vont bien et aussi longtemps qu'il espère qu'elles iront encore mieux le lendemain. Mais quand cet espoir est perdu, il se met facilement en rage, prêt à se livrer aux moyens les plus extrêmes. Sinon, comment aurait-il pu renverser l'Etat démocratique et amener le fascisme au pouvoir en Italie et en Allemagne ? Les petites gens désespérés voient avant tout dans le fascisme une force qui combat contre le grand capital et croient qu'à la différence des partis ouvriers qui travaillent seulement de la langue, le fascisme, lui, se servira de ses poings pour établir plus de « justice ». Le paysan et l'artisan sont à leur manière des réalistes : ils comprennent qu'on ne pourra pas se passer des poings. Il est faux, trois fois faux, d'affirmer que la petite bourgeoisie actuelle ne se tourne pas vers les partis ouvriers parce qu'elle craint les « mesures extrêmes ». Bien au contraire. La couche inférieure de la petite bourgeoisie, ses grandes masses, ne croient pas à la force des partis ouvriers, ne les croient pas capables de lutter, ni prêts cette fois à mener la bataille jusqu'au bout. S'il en est ainsi, vaut-il la peine de remplacer le radicalisme par ses confrères parlementaires de gauche ? Voilà comment raisonne ou réagit le propriétaire à demi exproprié, ruiné et révolté. Faute de comprendre cette psychologie des paysans, des artisans, des employés, des petits fonctionnaires — psychologie qui découle de la crise sociale —, il est impossible d'élaborer une politique juste.

La petite bourgeoisie est économiquement dépendante et politiquement morcelée. C'est pourquoi elle ne peut avoir une politique propre. Elle a besoin d'un « chef » qui lui inspire confiance. Ce chef, individuel ou collectif, individu ou parti, peut lui être donné par l'une ou l'autre des deux classes fondamentales, soit par la grande bourgeoisie, soit par le prolétariat. Le fascisme unit et arme les masses disséminées ; d'une « poussière humaine » — selon notre expression — il fait des détachements de combat. Il donne ainsi à la petite bourgeoisie l'illusion d'être une force indépendante. Elle commence à s'imaginer qu'elle commandera réellement à l'Etat. Rien d'étonnant à ce que ces espoirs et ces illusions lui montent à la tête.

Mais la petite bourgeoisie peut aussi trouver son chef dans la personne du prolétariat. Elle l'a prouvé en Russie, partiellement en Espagne. Elle y tendit en Italie, en Allemagne et en Autriche. Malheureusement les partis du prolétariat ne s'y montrèrent pas à la hauteur de leur tâche historique. Pour gagner la petite bourgeoisie, le prolétariat doit conquérir sa confiance. Il faut pour cela qu'il ait lui-même confiance en sa propre force. Il lui faut un programme d'action clair et une détermination à lutter pour le pouvoir par tous les moyens. Soudé par son parti révolutionnaire pour une lutte décisive et impitoyable, le prolétariat dit aux paysans

et aux petites gens des villes : « Je lutte pour le pouvoir. Voici mon programme : je suis prêt à m'entendre avec vous pour en modifier tel ou tel point. Je n'emploierai la force que contre le grand capital et ses laquais ; avec vous, travailleurs, je veux conclure une alliance sur la base d'un programme donné. » Un tel langage, le paysan le comprendra. Il suffit qu'il ait confiance dans la capacité du prolétariat de s'emparer du pouvoir. Mais il faut pour cela épurer le Front unique de toute équivoque, de toute indécision, de toutes les phrases creuses : il faut comprendre la situation et se mettre sérieusement sur la voie de la lutte révolutionnaire.

Une alliance avec les radicaux serait une alliance contre les classes moyennes.

Renaudel, Frossard et leurs semblables s'imaginent sérieusement qu'une alliance avec les radicaux est une alliance avec les classes moyennes et, par conséquent, une barrière contre le fascisme. Ces gens ne voient que les ombres parlementaires. Ils ignorent l'évolution réelle des masses et se tournent vers le parti radical qui se survit, alors que celui-ci leur a entre-temps tourné le dos. Ils pensent qu'à une époque de grande crise sociale une alliance des classes mises en mouvement peut être remplacée par un bloc avec une clique parlementaire compromise et vouée à sa perte. Une véritable alliance du prolétariat et des classes moyennes n'est pas une question de statique parlementaire, mais de dynamique révolutionnaire. Cette alliance, il faut la créer, la forger dans la lutte.

Le fond de la situation politique actuelle réside dans le fait que la petite bourgeoisie désespérée commence à se débarrasser du joug de la discipline parlementaire et de la tutelle de la clique « radicale » conservatrice, qui a toujours trompé le peuple et l'a maintenant définitivement trahi. Se lier aux radicaux dans une telle situation signifie se vouer au mépris des masses et pousser la petite bourgeoisie dans les bras du fascisme en qui elle verra son unique sauveur.

Le parti ouvrier ne doit pas s'occuper d'une tentative sans espoir pour sauver le parti des faillis ; il doit au contraire accélérer de toutes ses forces le processus par lequel les masses s'affranchissent de l'emprise radicale. Plus il mettra dans ce travail de zèle et de hardiesse, plus vite il préparera la véritable alliance de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie. Il faut prendre les classes dans leur mouvement, se régler sur leur tête et non sur leur queue. Malheur à qui reste sur place !

Quand Frossard dénie au parti socialiste le droit de démasquer, d'affaiblir, de décomposer le parti radical, il agit en radical conservateur, non en socialiste. Seul a le droit d'exister historiquement le parti qui croit en son programme et s'efforce de rassembler

sous son drapeau le peuple entier. Sinon, il ne peut être un parti historique, mais une simple coterie parlementaire, une clique de carriéristes. C'est non seulement le droit, mais le devoir élémentaire du prolétariat que d'affranchir les masses travailleuses de la funeste influence de la bourgeoisie. Cette tâche historique revêt actuellement une particulière importance, car les radicaux s'efforcent plus que jamais de couvrir le travail de la réaction, endorment et trompent le peuple, et préparent ainsi la victoire du fascisme. Les radicaux de gauche ? Mais ils capitulent aussi fatalement devant Herriot qu'Herriot devant Tardieu.

Frossard veut espérer que l'alliance des socialistes avec les radicaux aboutira à un gouvernement « de gauche », qui dissoudra les organisations fascistes et sauvera la République. Il est difficile d'imaginer amalgame plus monstrueux d'illusions démocratiques et de cynisme policier. Quand nous disons qu'il faut une milice du peuple, Frossard et ses semblables objectent : « Contre le fascisme, il faut lutter non avec des moyens physiques, mais sur le plan idéologique. » Quand nous disons : seule une mobilisation révolutionnaire hardie des masses, qui n'est possible que par une lutte contre le radicalisme, est capable de miner le terrain sous les pieds du fascisme, les mêmes nous répliquent : « Non, seule peut nous sauver la police du gouvernement Daladier-Frossard³⁰⁰. »

Pitoyable bredouille ! Les radicaux ont détenu le pouvoir et, s'ils ont consenti à le céder à Doumergue, ce n'est pas parce qu'il leur manquait l'aide de Frossard, mais parce qu'ils craignaient le fascisme, parce qu'ils craignaient la grande bourgeoisie qui les menaçait des rasoirs royalistes, parce qu'ils craignaient plus encore le prolétariat qui commençait à se dresser contre le fascisme. Pour comble de scandale, c'est Frossard lui-même qui, effrayé de l'effroi des radicaux, conseilla à Daladier de capituler ! Si l'on admet un instant — hypothèse manifestement invraisemblable — que les radicaux aient consenti à rompre l'alliance avec Doumergue pour s'allier avec Frossard, les bandes fascistes, en collaboration directe cette fois avec la police, seraient descendues trois fois plus nombreuses dans la rue, et les radicaux, avec Frossard, se seraient fourrés sous les tables ou dans les réduits les plus secrets de leurs ministères.

Faisons pourtant une autre hypothèse, non moins fantastique : imaginons que la police de Daladier-Frossard « désarme » les fascistes. La question est-elle résolue ? Qui désarmera la même police qui, de la main droite, rendrait aux fascistes ce qu'elle leur aurait

³⁰⁰ Les furieuses attaques de la droite après le 6 février avaient fait d'Edouard Daladier le symbole des « radicaux de gauche ». Il semble pourtant que Daladier avait la confiance des chefs de l'armée puisqu'en 1933 il aurait été désigné à la tête du gouvernement sur les instances personnelles du général Weygand (*Les Documents politiques*, octobre 1933).

pris de la gauche ? La comédie du désarmement par la police n'aurait fait qu'accroître l'autorité des fascistes qui auraient fait figure de véritables combattants contre l'Etat capitaliste. On ne peut porter de coups réels aux bandes fascistes que dans la mesure où elles sont, en même temps, politiquement isolées. Un éventuel gouvernement Daladier-Frossard ne donnerait rien, ni aux ouvriers, ni aux masses petites-bourgeoises, car il ne pourrait attenter aux fondements de la propriété privée. Et sans expropriation des banques, des grandes entreprises commerciales, des industries-clés, des transports, sans monopole du commerce extérieur et sans une série d'autres mesures profondes, il n'est nullement possible de venir en aide au paysan, à l'artisan, au petit commerçant. Par sa passivité, son impuissance, ses mensonges, le gouvernement Daladier-Frossard provoquerait une tempête de révolte dans la petite bourgeoisie et la pousserait définitivement dans la voie du fascisme si... si ce gouvernement était possible.

Il faut pourtant reconnaître que Frossard n'est pas seul. Le même 24 octobre où le modéré Zyromski intervenait dans *le Populaire* contre la tentative de Frossard de faire revivre le Cartel, Cachin intervenait dans *l'Humanité* pour défendre l'idée d'un bloc avec les radicaux-socialistes³⁰¹. Lui, Cachin, saluait avec enthousiasme le fait que les radicaux s'étaient prononcés pour le « désarmement » des fascistes. Certes, les radicaux se sont prononcés pour le désarmement de tous, organisations ouvrières comprises. Certes, dans les mains de l'Etat bonapartiste, une telle mesure serait surtout dirigée contre les ouvriers. Certes, les fascistes « désarmés » recevraient le lendemain, et non sans l'aide de la police, deux fois plus d'armes. Mais à quoi bon se faire du souci par de sombres réflexions ? Tout homme a besoin d'espoir. Et voilà Cachin qui s'en va sur les traces de Wels et d'Otto Bauer lesquels attendirent, eux aussi, en leur temps, le salut d'un désarmement effectué par les polices de Brüning et de Dollfuss³⁰². Opérant un tournant à 180 degrés, Cachin identifie les radicaux aux classes moyennes. Les paysans opprimés ? Il ne les voit qu'à travers le prisme du radicalisme. L'alliance avec les petits propriétaires travailleurs ? Il

³⁰¹ C'est le 9 octobre 1934, au cours d'une réunion du comité de coordination des partis socialiste et communiste que Maurice Thorez avait proposé d'« élargir » l'unité en vue de sceller « l'alliance des classes moyennes avec la classe ouvrière ». Cachin n'était dans *l'Humanité* qu'un porte-plume, mais peut-être Trotsky prend-il un malin plaisir à accoler une fois de plus les noms des deux anciens leaders du « centre », Cachin et Frossard ?

³⁰² Les dirigeants des partis social-démocrates d'Allemagne (Wels) et d'Autriche (Otto Bauer) avaient appelé les travailleurs à « exiger » des gouvernements Brüning et Dollfuss le désarmement des bandes nazies. On sait que, plus tard, à la suite de l'offre du député Croix de feu Ybarnégaray de dissoudre les groupes armés de son organisation, Blum, puis Thorez proposèrent de dissoudre également les « groupes de protection » de leurs partis.

ne se la représente que sous la forme d'un bloc avec les affairistes parlementaires qui commencent enfin à perdre la confiance des petits propriétaires. Au lieu de nourrir et d'attiser la révolte naissante du paysan et de l'artisan contre les exploiters « démocratiques » et de la diriger sur la voie d'une alliance avec le prolétariat, Cachin s'apprête à soutenir les banqueroutiers radicaux de l'autorité du « front commun » et à pousser ainsi dans la voie du fascisme la révolte des couches inférieures de la petite bourgeoisie ³⁰³.

En matière de politique révolutionnaire, la nonchalance théorique se paie toujours cruellement. L'« antifascisme », comme le « fascisme », ne sont pas pour les stalinien des conceptions concrètes, mais seulement des sacs vides dans lesquels ils fourrent tout ce qui leur tombe sous la main. Doumergue, pour eux, est un fasciste, comme l'était auparavant Daladier. En fait, Doumergue exploite pour les capitalistes l'aile fascisante de la petite bourgeoisie radicale. Les deux systèmes se combinent actuellement dans le régime bonapartiste. Doumergue est aussi, à sa manière, un « antifasciste », car il préfère une dictature « paisible », militaire et policière, du grand capital à une guerre civile à l'issue toujours incertaine. Par frayeur devant le fascisme et plus encore devant le prolétariat, l'« antifasciste » Daladier s'est allié à Doumergue. Mais le régime de Doumergue ne se conçoit pas sans l'existence des bandes fascistes. L'analyse marxiste élémentaire démontre ainsi la complète inconsistance de l'idée de l'alliance avec les radicaux contre le fascisme ! Les radicaux eux-mêmes prennent soin de souligner combien fantastiques et réactionnaires sont les chimères politiques de Frossard et de Cachin.

[...] ³⁰⁴.

L'armement du prolétariat.

On ne peut concevoir une grève sans propagande et sans agitation. On ne peut non plus la concevoir sans piquets de grève

³⁰³ Le tournant amorcé par la proposition de Thorez au comité de coordination du 9 octobre fut suivi par le meeting de Bullier, le 10, où il prit position en faveur d'un « vaste rassemblement populaire ». À partir du 22 octobre, Cachin, dans *l'Humanité* reprend systématiquement dans les titres l'expression de « Front populaire » dont Maurice Thorez, le 24 octobre, à Nantes, précise qu'il doit englober « les groupements radicaux hostiles à la réaction » : le Front populaire sera finalement conclu avec les radicaux et sur leur programme. Il est piquant de remarquer, avec Daniel Guérin, que les *Cahiers du bolchevisme* du 15 mai 1934 avaient traité de « démagogue de gauche » le socialiste Marceau Pivert, accusé de couvrir les efforts des dirigeants socialistes pour « orienter la lutte antifasciste vers un bloc avec la bourgeoisie « de gauche » (...) ».

³⁰⁴ Nous nous sommes conformés à la première publication en extrayant de ce texte les pages publiées dans *la Vérité* sous le titre « Objections et réponses : la milice du peuple » (D 8).

qui, quand ils le peuvent, agissent par la persuasion mais, quand ils y sont contraints, recourent à la force physique. La grève est en effet la forme la plus élémentaire de la lutte de classes qui combine toujours, selon des proportions diverses, les procédés « idéologiques » et les procédés physiques. La lutte contre le fascisme est, dans son essence, une lutte politique, qui a pourtant besoin d'une milice comme la grève a besoin de piquets. Au fond, le piquet est l'embryon de la milice ouvrière. Celui qui pense qu'il faut renoncer à la lutte physique doit renoncer tout simplement à la lutte, car l'esprit ne vit pas sans la chair.

Suivant la magnifique expression du théoricien militaire Clausewitz, la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens. Cette définition convient également pleinement à la guerre civile. La lutte physique n'est qu'un « autre moyen » de la lutte politique. Il est impossible de les opposer l'une à l'autre, car il est impossible d'arrêter à volonté la lutte politique lorsque, sous le poids des nécessités internes, elle se transforme en lutte physique. Le devoir d'un parti révolutionnaire est de prévoir l'inévitabilité de la transformation de la lutte politique en conflit armé déclaré et de se préparer de toutes ses forces pour ce moment, comme s'y préparent les classes dominantes.

Les détachements de la milice pour la défense contre le fascisme sont les premiers pas sur la voie de l'armement du prolétariat, et non le dernier. Notre mot d'ordre est : *Armement du prolétariat et des paysans révolutionnaires*. La milice du peuple doit, en fin de compte, embrasser tous les travailleurs. On ne pourra remplir *complètement* ce programme que dans le cadre de l'Etat ouvrier, entre les mains de qui passeront tous les moyens de production, et par conséquent aussi tous les moyens de destruction, tous les armements et les usines qui les produisent.

Il est pourtant impossible de parvenir à l'Etat ouvrier les mains vides. D'une voie pacifique, constitutionnelle vers le socialisme, ne peuvent parler aujourd'hui que des invalides politiques dans le genre de Renaudel. La voie constitutionnelle est coupée par les tranchées qu'occupent les bandes fascistes. Elles sont nombreuses devant nous. La bourgeoisie ne reculera pas au besoin devant une douzaine de coups d'Etat, avec l'aide de la police et de l'armée, pour empêcher le prolétariat de s'emparer du pouvoir. Un Etat ouvrier socialiste ne peut être créé autrement que par une révolution victorieuse. Toute révolution est préparée par la marche du développement économique et politique, mais se décide toujours en fin de compte par des conflits armés et déclarés entre les classes hostiles. Une victoire révolutionnaire n'est possible qu'à la suite d'une longue agitation politique, d'un long travail d'éducation, d'une organisation des masses. Mais le conflit armé lui-même doit également être préparé longtemps à l'avance. Les ouvriers

doivent savoir qu'il leur faudra se battre dans une lutte à mort. Ils doivent vouloir des armes, comme gage de leur affranchissement. Dans une époque aussi critique que l'époque actuelle, le parti de la révolution doit prêcher inlassablement aux ouvriers la nécessité de s'armer, et il doit tout faire pour assurer l'armement d'au moins l'avant-garde prolétarienne. Sans cette condition, il n'est pas de victoire possible *.

« Mais où donc prendrez-vous des armes pour tout le prolétariat ? » objectent de nouveau les sceptiques qui prennent leur propre inconsistance pour une impossibilité objective. Ils oublient que la même question s'est posée, tout au long de l'histoire, à toutes les révolutions. Et pourtant les révolutions victorieuses jalonnent d'importantes étapes dans le développement de l'humanité.

Le prolétariat produit les armes, les transporte, construit dépôts et casernes où elles sont entreposées, les défend contre lui-même, sert dans l'armée et produit tout son équipement. Ce ne sont ni des serrures ni des murs qui séparent les armes du prolétariat, mais l'habitude de la soumission, l'hypnose de la domination de classe, le poison du nationalisme. Il suffit de détruire ces murs psychologiques et aucun mur de pierre ne résistera. Il suffit que le prolétariat veuille des armes, et il les trouvera. La tâche du parti révolutionnaire est d'éveiller en lui cette volonté et de faciliter sa réalisation.

Mais voilà que Frossard et des centaines de parlementaires, de journalistes et de fonctionnaires syndicaux apeurés lancent leur dernier argument, le plus pesant : « Des gens sérieux peuvent-ils de façon générale placer leurs espoirs dans les succès de la lutte physique après les tragiques expériences récentes d'Autriche et d'Espagne ? Songez à la technique actuelle : des tanks ! des gaz ! des

* Les dernières grandes victoires électorales du Labour Party britannique n'infirmant nullement ce qui est dit ici. Si même l'on suppose que les prochaines élections parlementaires donnent au parti ouvrier la majorité absolue, ce qui n'est nullement assuré ; si l'on admet même que ce parti se mette réellement sur la voie de réformes socialistes — ce qui est peu vraisemblable —, il rencontrera immédiatement une opposition si enragée de la part de la Chambre des lords, de la Couronne, des banques, de la Bourse, de la bureaucratie, de la grande presse, que la scission dans la fraction parlementaire deviendra inévitable et que l'aile gauche, la plus radicale, se retrouvera en minorité sur le plan parlementaire. En même temps, le mouvement fasciste prendra des dimensions sans précédent. Effrayée par les élections municipales, la bourgeoisie anglaise se prépare sans aucun doute dès maintenant à une lutte extra-parlementaire au moment même où les sommets du parti ouvrier bercent le prolétariat de succès électoraux et d'illusions parlementaires. Les ouvriers socialistes sont malheureusement contraints de voir les événements britanniques à travers les lunettes roses de Jean Longuet. En fait, la bourgeoisie britannique imposera au prolétariat une guerre civile d'autant plus cruelle que les chefs du Labour Party s'y préparent moins. (*Note de Trotsky.*)

avions!!! » Cet argument démontre seulement que des « gens sérieux » non seulement ne veulent rien apprendre, mais que la peur leur fait oublier jusqu'au peu qu'ils ont autrefois appris. L'histoire de ces vingt dernières années démontre très clairement que les problèmes fondamentaux, dans les relations entre les classes, se résolvent par la force. Les pacifistes ont longtemps espéré que les progrès de la technique militaire rendraient la guerre impossible. Les philistins, depuis des dizaines d'années, ont répété que les progrès de la technique militaire rendraient la révolution impossible. Pourtant, les guerres et les révolutions vont leur train. Jamais il n'y a eu autant de révolutions, y compris victorieuses, que depuis la dernière guerre où précisément est apparue la puissance de la technique militaire.

En fait de nouveautés, Frossard et Cie présentent de vieux clichés : simplement, au lieu des fusils à répétition et des mitrailleuses, ils évoquent les tanks et les bombardiers. Nous répondons que derrière chaque machine il y a des hommes et que ces hommes ne sont pas seulement des instruments techniques, mais qu'ils ont aussi des liens sociaux et politiques. Quand le développement historique pose devant la société, comme une question de vie ou de mort, une tâche révolutionnaire inéluctable, quand il existe une classe progressive, à la victoire de laquelle est lié le salut de la société, la marche même de la lutte politique lui ouvre les possibilités les plus diverses : tantôt paralyser la force militaire de l'ennemi, tantôt s'en emparer, au moins partiellement³⁰⁵. Pour la conscience d'un philistin, ce sont toujours des succès fortuits, dus au hasard, et qui ne se répèteront plus jamais. En fait, au cours de combinaisons les plus inattendues, mais au fond parfaitement naturelles, des possibilités de toute sorte s'ouvrent dans toute grande révolution véritablement populaire. La victoire, malgré tout, ne vient pas toute seule. Pour pouvoir utiliser des possibilités favo-

³⁰⁵ Les événements de juillet 1936 en Espagne devaient confirmer ces affirmations. C'est l'action des marins, se rendant maîtres de la flotte de guerre, qui bouleverse les plans des généraux insurgés. Résumant les premiers combats, nous écrivions : « Il n'est pas imprudent d'affirmer que c'est moins dans l'action des rebelles (l'armée) que dans la réaction des ouvriers, des partis et des syndicats, et leur capacité à s'organiser militairement, en un mot dans leur perspective politique même, que réside la clef de l'issue des premiers combats. Chaque fois en effet que les organisations ouvrières se laissent paralyser par le souci de respecter la légalité républicaine, chaque fois que leurs dirigeants se contentent de la parole donnée par les officiers, ces derniers l'emportent (...). Par contre, le *Movimiento* est mis en échec chaque fois que les travailleurs ont eu le temps de s'armer, chaque fois qu'ils se sont immédiatement attaqué à la destruction de l'armée en tant que telle... » (P. Broué et E. Témime, *La Révolution et la guerre d'Espagne*, pp. 87-88.)

rables, il faut une volonté révolutionnaire, une ferme résolution de vaincre, une direction hardie et perspicace.

L'Humanité admet en paroles le mot d'ordre de l'« armement du prolétariat », mais seulement pour y renoncer en fait. Actuellement, dans la période présente, selon ce journal, il est inadmissible de lancer un mot d'ordre qui n'est opportun qu'« en pleine crise révolutionnaire ». Il est dangereux de charger son fusil, dit le chasseur trop « prudent », tant que le gibier ne s'est pas montré. Mais quand le gibier se montre, il est un peu tard pour charger le fusil. Les stratèges de *L'Humanité* pensent-ils qu'« en pleine crise révolutionnaire » ils pourront sans préparation mobiliser et armer le prolétariat ? Pour se procurer beaucoup d'armes, il en faut au moins une certaine quantité. Il faut des cadres militaires. Il faut le désir invincible des masses de s'emparer d'armes. Il faut un travail préparatoire ininterrompu, non seulement dans les salles de gymnastique, mais en liaison indissoluble avec la lutte quotidienne des masses. Cela veut dire : il faut immédiatement construire la milice et en même temps mener une propagande en faveur de l'armement général des ouvriers et des paysans révolutionnaires.

Mais les défaites d'Autriche et d'Espagne...

L'impuissance du parlementarisme dans les conditions de la crise de tout le système social du capitalisme est si évidente que les démocrates vulgaires, à l'intérieur du camp ouvrier, Renaudel Frossard et leurs émules, ne trouvent pas un seul argument pour défendre leurs préjugés pétrifiés. Ils brandissent donc d'autant plus volontiers tous les échecs et toutes les défaites subis sur la voie révolutionnaire. Leur démarche de pensée est la suivante : si le parlementarisme pur n'ouvre pas d'issue, il ne sort rien non plus de meilleur de la lutte armée. Les défaites des insurrections prolétariennes d'Autriche et d'Espagne sont bien entendu devenues maintenant pour eux des arguments de choix. En fait, l'inconsistance théorique et politique de ces démocrates vulgaires apparaît encore plus clairement dans leur critique de la méthode révolutionnaire que dans leur défense des méthodes de la démocratie bourgeoise en train de pourrir.

Personne n'a dit que la méthode révolutionnaire assurait automatiquement la victoire. Ce qui décide, ce n'est pas la méthode en soi, mais sa juste application, l'orientation marxiste dans les événements, une puissante organisation, la confiance des masses conquises par une longue expérience, une direction perspicace et hardie. L'issue de tout combat dépend du moment et des conditions du conflit, du rapport de forces. Le marxisme est bien loin de penser que le conflit armé soit la seule méthode révolutionnaire, une sorte de panacée valable dans n'importe quelles conditions. Le

marxisme en général ne connaît pas de fétiches, qu'ils soient parlement ou insurrection. Tout vient en son temps et à sa place. Mais, ce que l'on peut affirmer pour commencer, c'est que le prolétariat socialiste n'a nulle part ni jamais encore conquis le pouvoir par la voie parlementaire, et ne s'en est même jamais approché par cette méthode. Les gouvernements des Scheidemann, Hermann Müller, MacDonald n'avaient rien de commun avec le socialisme. La bourgeoisie n'a laissé venir au pouvoir les social-démocrates et les travaillistes qu'à la condition qu'ils défendent le capitalisme contre ses ennemis. Et ils ont scrupuleusement rempli cette condition. Le socialisme purement parlementaire, antirévolutionnaire, n'a nulle part ni jamais abouti à un gouvernement socialiste ; en revanche, il a réussi à former de méprisables renégats qui exploiteront le parti ouvrier pour faire une carrière ministérielle : les Millerand, Briand, Viviani, Laval, Paul-Boncour, Marquet.

L'expérience historique montre d'autre part que la méthode révolutionnaire peut mener à la conquête du pouvoir par le prolétariat : en Russie en 1917, en Allemagne et en Autriche en 1918, en Espagne en 1930. En Russie, il y avait un puissant parti bolchevique qui prépara la révolution pendant de longues années et sut s'emparer solidement du pouvoir. Les partis réformistes d'Allemagne, d'Autriche et d'Espagne ne préparèrent ni ne dirigèrent la révolution : ils la subirent. Effrayés par le pouvoir qui était tombé entre leurs mains contre leur gré, ils le passèrent bénévolement à la bourgeoisie. Ainsi ils minèrent la confiance du prolétariat en lui-même, et plus encore la confiance de la petite bourgeoisie dans le prolétariat. Ils préparèrent les conditions de la croissance de la réaction fasciste dont ils tombèrent finalement victimes.

La guerre civile, avons-nous dit après Clausewitz, est la continuation de la politique, mais par d'autres moyens. Cela signifie que le résultat de la guerre civile ne dépend que pour un quart, pour ne pas dire un dixième, de la marche de la guerre civile elle-même, de ses moyens techniques, de la direction purement militaire, et pour les trois quarts, sinon pour les neuf dixièmes, de sa préparation politique. En quoi consiste cette préparation ? Dans la cohésion révolutionnaire des masses, dans leur affranchissement des serviles espoirs en la clémence, la générosité, la loyauté des esclavagistes « démocratiques », dans l'éducation de cadres révolutionnaires sachant braver l'opinion publique officielle et capables de montrer à l'égard de la bourgeoisie ne fût-ce que le dixième de l'implacabilité que la bourgeoisie montre à l'égard des travailleurs. Sans cette trempe, la guerre civile, lorsque les conditions l'imposeront — *et elles finissent toujours par l'imposer* —, se déroulera dans les conditions les plus défavorables pour le prolétariat, dépendra de beaucoup de hasards et, même en cas de victoire militaire, le pouvoir risquera d'échapper des mains du prolétariat. Qui ne voit

pas que la lutte des classes conduit inéluctablement à un conflit armé est un aveugle. Mais n'est pas moins aveugle celui qui, derrière le conflit armé et son issue, ne voit pas toute la politique antérieure des classes en lutte.

En Autriche, ce n'est pas la méthode de l'insurrection qui a été défaite, mais l'austro-marxisme ; en Espagne, le réformisme parlementaire sans principes. En 1918, la social-démocratie autrichienne transmet à la bourgeoisie, derrière le dos du prolétariat, le pouvoir qu'il avait conquis. En 1927, non seulement elle se détourna lâchement de l'insurrection prolétarienne qui avait toutes les chances de vaincre, mais elle dirigea le Schutzbund ouvrier contre les masses insurgées. Par là elle prépara la victoire de Dollfuss. Bauer et Cie disaient : « Nous voulons une évolution paisible ; mais si l'ennemi perd la tête et nous attaque, alors... » Cette formule semble très « sage » et très « réaliste ». C'est sur ce modèle austro-marxiste que Marceau Pivert construit également ses raisonnements : « Si... alors... » Cette formule constitue en fait un piège pour les ouvriers : elle les tranquillise, les endort, les trompe. « Si » signifie que les formes de la lutte dépendent de la bonne volonté de la bourgeoisie et non du caractère absolument inconciliable des intérêts de classes. « Si » signifie : si nous sommes paisibles, prudents, conciliants, la bourgeoisie sera loyale, et tout se passera paisiblement. Courant après le fantôme « si », Otto Bauer et les autres chefs de la social-démocratie autrichienne reculèrent passivement devant la réaction, lui cédèrent une position après l'autre, démoralisèrent les masses, reculèrent de nouveau, jusqu'au moment où ils se trouvèrent définitivement acculés dans l'impasse ; là, dans l'ultime redoute, ils acceptèrent la bataille et... la perdirent³⁰⁶.

En Espagne, les événements passèrent par une autre voie, mais les causes de la défaite sont au fond les mêmes. Le parti socialiste,

³⁰⁶ En 1927, le parti social-démocrate autrichien avait recueilli aux élections du 24 avril plus d'un million et demi de voix, soit 43 % des électeurs. Le chancelier Seipel se contenta d'élargir à droite la coalition qui soutenait son gouvernement au Parlement. Les attaques fascistes redoublèrent contre les organisations ouvrières, avec la protection plus ou moins reconnue des autorités. Le 15 juillet, à Vienne, une manifestation ouvrière contre l'acquittement de tueurs fascistes connus se transforme en émeute. La social-démocratie lance le mot d'ordre de grève générale de 24 heures et de grève illimitée des transports ; le Schutzbund est mobilisé dans ses locaux, les travailleurs invités à ne pas manifester, et des détachements de Schutzbündler veillent à l'application de ce mot d'ordre. Finalement, le 18, les dirigeants du syndicat des transports mettent fin à leur grève. Otto Bauer justifiait la décision de son parti d'empêcher le combat entrepris par les ouvriers seuls en vertu du « sentiment républicain des responsabilités » (*Arbeiterzeitung*, 19 juillet). C'est de ces événements que date la contre-offensive bourgeoise qui portera au pouvoir en 1932 le chancelier Dollfuss. Le même Dollfuss écrasera le prolétariat viennois avant d'être lui-même assassiné par les nazis à qui il aura frayé la voie. La défaite ouvrière avait préparé l'Anschluss.

comme les « socialistes-révolutionnaires » et les mencheviks russes, partagea le pouvoir avec la bourgeoisie républicaine pour empêcher les ouvriers de mener la révolution jusqu'au bout. Durant deux années, les socialistes au pouvoir aidèrent la bourgeoisie à se débarrasser des masses par des miettes de réformes agraires, sociales et nationales. Contre les couches les plus révolutionnaires du peuple, les socialistes employèrent la répression. Le résultat fut double. L'anarcho-syndicalisme, qui, avec une juste politique du parti ouvrier, aurait fondu comme cire dans le feu de la révolution, se renforça en fait et souda autour de lui les couches combattives du prolétariat. A l'autre pôle, la démagogie social-catholique exploitait habilement le mécontentement des masses contre le gouvernement bourgeois-socialiste. Quand le parti socialiste fut suffisamment compromis, la bourgeoisie le chassa du pouvoir et passa à l'offensive sur l'ensemble du front. Le parti socialiste dut se défendre dans les conditions extrêmement défavorables qu'il avait lui-même préparées par sa politique antérieure. La bourgeoisie avait déjà un appui de masse à droite. Les chefs anarcho-syndicalistes qui commirent, au cours de la révolution, toutes les fautes qui passaient à portée de leurs mains de confusionnistes professionnels, refusèrent de soutenir une insurrection que dirigeaient les « politiciens » traitres. Le mouvement, loin d'être général, ne fut que sporadique. Le gouvernement put porter ses coups sur toutes les cases de l'échiquier. La guerre civile, ainsi imposée par la réaction, se termina par la défaite du prolétariat ³⁰⁷.

³⁰⁷ En Espagne, le 5 octobre 1934, les organisations ouvrières, à l'exception de la C.N.T. d'obédience anarcho-syndicaliste, ripostèrent par une grève générale à la formation d'un gouvernement de droite qui avait la majorité aux Cortès depuis leur renouvellement. Le mouvement eut un double aspect. Tandis qu'il se réduisait à très peu de chose dans la plus grande partie de l'Espagne et à une pitoyable exhibition en Catalogne, il atteignait l'insurrection armée dans la province minière des Asturies. Là, la C.N.T. avait en effet décidé de rallier l'Alliance ouvrière, front unique des partis et syndicats ouvriers. Pendant plus de deux semaines, les comités ouvriers et les travailleurs en armes furent les maîtres de la province. La « Commune des Asturies » fut écrasée, après de durs combats, par les troupes de choc de l'armée espagnole, Marocains et Légion étrangère (Maures et *Tercio*) qui allaient former deux ans plus tard le fer de lance de la rébellion franquiste. La répression fut féroce : 3 000 tués, 7 000 blessés, plus de 40 000 emprisonnés. Mais l'insurrection ouvrière des Asturies allait devenir — Trotsky ne pouvait encore le savoir — l'épopée qui devait inspirer l'action ouvrière révolutionnaire, et son mot d'ordre, U.H.P. (*Union de los hermanos proletarios* : union des frères prolétaires), celui de la classe tout entière. Le P.C. espagnol, qui avait d'abord combattu l'Alliance ouvrière et l'avait dénoncée comme une machination « social-fasciste », s'y était rallié au tout dernier moment. L'aile marchante de l'Alliance avait été constituée par l'aile gauche du parti socialiste — Largo Caballero était en train d'opérer un spectaculaire tournant à gauche, qui lui valut le surnom de « Lénine espagnol » — et notamment les Jeunesses socialistes. C'était une confirmation de l'analyse faite par Trotsky

Il n'est pas difficile de conclure, à partir de l'expérience espagnole, contre la participation des socialistes à un gouvernement bourgeois ^{307bis}. La conclusion est indiscutable en soi, mais absolument insuffisante. Le prétendu « radicalisme » austro-marxiste ne vaut pas mieux que le ministérialisme espagnol. La différence entre eux est technique et non politique. L'un comme l'autre attendaient que la bourgeoisie leur rende « loyauté pour loyauté ». Et tous deux ont mené le prolétariat à la catastrophe. En Espagne comme en Autriche, ce ne sont pas les méthodes de la révolution qui ont fait faillite, mais les méthodes opportunistes employées dans une situation révolutionnaire. Ce n'est pas la même chose !

Nous ne nous arrêtons pas ici sur la politique de l'Internationale communiste en Autriche et en Espagne, et nous renvoyons le lecteur aux collections de *la Vérité* des dernières années et à une série de brochures ³⁰⁸.

Dans une situation politique exceptionnellement favorable, les partis communistes autrichien et espagnol, accablés par la théorie de la « troisième période », du « social-fascisme », etc., se vouèrent à un complet isolement. Compromettant les méthodes de la révolution par l'autorité de « Moscou », ils barrèrent ainsi la voie à une véritable politique marxiste, à une véritable politique bolchevique. Le propre de la révolution est de soumettre à un examen rapide et impitoyable toutes les doctrines et toutes les méthodes. Le châtement suit presque immédiatement le crime. La responsabilité de l'Internationale communiste dans les défaites du prolétariat en Allemagne, en Autriche, en Espagne, est incommensurable. Il ne suffit pas de mener une politique « révolutionnaire » en paroles. Il faut une politique juste. Personne n'a encore trouvé d'autre secret pour la victoire.

Le Front unique et la lutte pour le pouvoir.

Nous l'avons déjà dit : le Front unique des partis socialiste et communiste renferme en soi des possibilités grandioses. Si seu-

du rôle de la social-démocratie dans certains pays comme « foyer de regroupement révolutionnaire ». A la fin de 1935, cependant, l'Alliance ouvrière devait elle aussi faire place à un « Front populaire » avec les républicains bourgeois.

^{307 bis} Largo Caballero, leader socialiste et secrétaire de l'U. G. T., est ministre du travail dans un gouvernement Azaña en 1931. Les socialistes sont au pouvoir avec les républicains bourgeois quand est adoptée la « loi sur la défense de la république » et quand sont menées les féroces répressions contre les insurrections paysannes comme celle de Casas Viejas.

³⁰⁸ Voir à ce sujet *L'Internationale communiste après Lénine*, « La Crise autrichienne et le communisme », dans le tome I, « La Révolution espagnole et les tâches du communisme », « La Révolution espagnole et les dangers qui la menacent » dans le tome III des *Ecrits*.

lement il le veut sérieusement, il deviendra demain le maître de la France. Mais il doit le vouloir.

Le fait que Jouhaux et, de façon générale, la bureaucratie de la C. G. T. se tiennent *en dehors* du Front unique et conservent leur « indépendance » semble contredire ce que nous avançons. Mais seulement à première vue. A une époque de grandes tâches et d'immenses dangers, où les masses se dressent, les cloisons disparaissent en effet entre organisations politiques et syndicales du prolétariat. Les ouvriers veulent savoir comment se sauver du chômage et du fascisme, comment conquérir leur indépendance envers le capital, et ils ne se soucient guère de l'« indépendance » de Jouhaux à l'égard de la politique prolétarienne (car Jouhaux, hélas, est fort dépendant de la politique bourgeoise). Si l'avant-garde prolétarienne incarnée dans ce Front unique trace correctement la voie de la lutte, toutes les bornes placées par la bureaucratie syndicale seront renversées par le torrent vivant du prolétariat. La clé de la situation est maintenant entre les mains de ce Front unique des deux partis. S'il ne s'en sert pas, il jouera le rôle lamentable qu'aurait inévitablement joué en Russie le front unique des mencheviks et des « socialistes-révolutionnaires » en 1917 si... si les bolcheviks ne les en avaient empêchés.

Nous ne traitons pas séparément des partis socialiste et communiste parce que tous deux ont politiquement renoncé à leur indépendance en faveur du Front unique. Dès que les deux partis ouvriers qui dans le passé se concurrençaient vivement ont renoncé à se critiquer mutuellement et à se prendre l'un à l'autre des adhérents, ils ont par-là cessé d'exister en tant que partis distincts. Invoquer les « divergences de principe » qui demeurent ne change rien à l'affaire. Dès que les divergences principielles ne se manifestent pas ouvertement et activement, en un moment si lourd de responsabilités qu'aujourd'hui, elles cessent par-là d'exister politiquement ; elles sont comme les trésors qui dorment au fond des océans. Le travail commun aboutira-t-il ou non à la fusion ? Nous ne voulons pas le prédire. Mais, dans la période actuelle, décisive pour les destinées de la France, ce Front unique des deux partis se comporte comme un parti inachevé qui serait construit sur le principe fédéraliste.

Quels sont les objectifs de ce Front unique ? Jusqu'à maintenant il ne l'a pas dit aux masses. La lutte contre le fascisme ? Mais jusqu'à maintenant, il n'a même pas expliqué *comment* il pense lutter contre lui. D'ailleurs le bloc défensif contre le fascisme ne pourrait être suffisant que si, pour tout le reste, les deux partis conservaient une complète indépendance. Mais non : nous avons un Front unique qui embrasse presque toute l'activité politique des deux partis et exclut la lutte entre eux pour conquérir la majorité du prolétariat. Il faut tirer toutes les conséquences de cette

situation. La première et la plus importante est qu'il faut *lutter pour le pouvoir*. Le but du Front unique des partis socialiste et communiste ne peut être qu'un gouvernement de ce Front, c'est-à-dire un gouvernement socialiste-communiste, un ministère Blum-Cachin. Il faut le dire ouvertement. Si ce Front unique se prend au sérieux — et c'est à cette seule condition que les masses populaires le prendront au sérieux —, il ne peut se dérober devant le mot d'ordre de conquête du pouvoir. Par quels moyens ? Par tous ceux qui mènent au but. Le Front unique ne renonce pas à la lutte parlementaire. Mais il se sert du Parlement avant tout pour démontrer son impuissance et expliquer au peuple que le gouvernement bourgeois actuel a sa base en dehors du Parlement et qu'on ne peut le renverser que par un puissant mouvement des masses. La lutte pour le pouvoir signifie l'utilisation de toutes les possibilités qu'offre le régime bonapartiste semi-parlementaire pour le renverser lui-même par une poussée révolutionnaire et de remplacer l'Etat bourgeois par un Etat ouvrier.

Les dernières élections cantonales ont donné une augmentation des voix socialistes et surtout des voix communistes. En lui-même, ce fait ne règle rien. A la veille de son effondrement, le parti communiste allemand a connu un afflux de voix incomparablement plus impétueux. De nouvelles larges couches d'opprimés sont poussées à gauche par l'ensemble de la situation, indépendamment même de la politique des partis extrêmes. Le parti communiste français est celui qui a gagné le plus de voix, car il demeure, traditionnellement, et malgré sa politique conservatrice d'aujourd'hui, l'« extrême gauche ». Les masses ont manifesté par là leur tendance à donner une impulsion à gauche aux partis ouvriers, car elles sont beaucoup plus à gauche qu'eux. De cela témoigne également l'état d'esprit révolutionnaire de la Jeunesse socialiste³⁰⁹. Il ne faut pas oublier que la jeunesse représente le baromètre sensible de toute la classe et de son avant-garde ! Si le Front unique ne sort pas de sa passivité ou, pis encore, s'il entreprend un indigne roman avec les radicaux, on verra se renforcer à gauche du Front unique des deux partis les anarchistes, les anarcho-syndicalistes et autres groupements de désagrégation politique. En même temps se renforcera l'indifférence, précurseur de la catastrophe. En revanche, si le Front unique socialiste-communiste, en assurant ses arrières et ses flancs contre les bandes fascistes, déclenche une large offensive politique sous le mot d'ordre de conquête du pouvoir, il rencontrera un écho

³⁰⁹ Les militants des Jeunesses socialistes étaient à l'avant-garde de la lutte dans la S.F.I.O. pour la milice, le Front unique, contre le militarisme et l'Union sacrée. Les jeunes bolcheviks-léninistes avaient, presque aussitôt après leur entrée, été élus à des responsabilités importantes dans les ententes de la Seine et de la Seine-et-Oise.

si puissant qu'il dépassera les attentes les plus optimistes. Pour ne pas pouvoir le comprendre, il n'y a que des bavards, pour qui les grands mouvements de masses resteront toujours le livre aux sept sceaux.

Pas un programme de passivité, mais un programme de révolution.

La lutte pour le pouvoir doit partir de l'idée fondamentale que si une opposition contre l'aggravation de la situation des masses dans le cadre du capitalisme est encore possible, aucune amélioration réelle de leur situation n'est concevable sans incursion révolutionnaire dans le droit de propriété capitaliste. La campagne du Front unique doit s'appuyer sur un programme de transition bien élaboré, c'est-à-dire sur un système de mesures qui — avec un gouvernement ouvrier et paysan — doivent assurer la transition du capitalisme au socialisme³¹⁰.

Or, s'il faut un programme, ce n'est pas afin de tranquilliser sa propre conscience, mais pour mener une action révolutionnaire. Que vaut un programme qui reste lettre morte ? Le parti ouvrier belge a adopté, par exemple, l'ambitieux plan De Man, avec toutes les « nationalisations ». Mais quel sens cela a-t-il, s'il n'est pas prêt à lever même le petit doigt pour le réaliser ? Les programmes du fascisme sont fantastiques, mensongers, démagogiques. Mais le fascisme mène une lutte enragée pour le pouvoir. Le socialisme peut lancer le programme le plus savant, sa valeur sera nulle si l'avant-garde du prolétariat ne déploie pas une lutte hardie pour s'emparer de l'Etat. La crise sociale, dans son expression politique, est la crise du pouvoir. Le vieux maître a fait faillite. Il en faut un nouveau. Si le prolétariat révolutionnaire ne s'empare pas du pouvoir, c'est le fascisme qui le prendra, inévitablement !

Un programme de revendications transitoires pour les « classes moyennes » peut, naturellement revêtir une grande importance, s'il répond d'une part à leurs besoins réels, et de l'autre aux exigences de la marche vers le socialisme *. Mais, encore une fois, le centre de gravité ne se trouve pas actuellement dans tel ou tel

³¹⁰ Une note, dans la première publication de l'article, renvoyait ici le lecteur au *Programme d'action* édité quelques mois auparavant par la Ligue communiste, avant l'entrée de ses militants dans la S.F.I.O. Ce texte, qui avait été rédigé par des militants français, dont Pierre Naville, avait été revu et corrigé par Trotsky. Il constitue le premier projet trotskyste pour un « programme de transition ».

* Dans *l'Ecole émancipée*, le camarade G. Serret publie un intéressant questionnaire au sujet de la situation économique des différentes couches de la paysannerie ou de leurs tendances politiques. Les instituteurs pourraient devenir des agents irremplaçables du Front unique au village et jouer, dans la période qui vient, un rôle irremplaçable. Mais ils doivent pour cela sortir de leur coquille. Ce n'est vraiment pas le moment de se livrer à de petites

programme particulier. Les classes moyennes ont vu et entendu bien des programmes. Ce qu'il leur faut, c'est la confiance que ce programme sera bien réalisé. Quand le paysan se dira : « Cette fois, il semble bien que le parti ouvrier ne reculera pas », la cause du socialisme sera gagnée. Mais, pour y arriver, il faut d'abord démontrer par des actes que nous sommes fermement prêts à briser sur notre route tous les obstacles.

Il n'est pas besoin d'inventer des moyens de lutte, car ces derniers nous sont donnés par toute l'histoire du mouvement ouvrier mondial : une campagne de la presse ouvrière, orchestrée, frappant sur le même clou ; des discours authentiquement socialistes à la Chambre, non de députés apprivoisés, mais de chefs du peuple ; l'utilisation pour la propagande révolutionnaire de toutes les campagnes électorales ; des meetings répétés, où les masses ne viennent pas simplement pour entendre les orateurs, mais pour recevoir les mots d'ordre et directives de l'heure ; la création et le renforcement de la milice ouvrière ; des manifestations bien organisées, balayant de la rue les bandes réactionnaires ; des grèves de protestation ; une campagne ouverte pour l'unification et l'élargissement des rangs des syndicats sous le signe d'une lutte de classes résolue ; des actions opiniâtres et bien calculées pour gagner l'armée à la cause du peuple ; des grèves plus larges ; des manifestations plus puissantes ; la grève générale des travailleurs des villes et des champs ; une offensive générale contre le gouvernement bonapartiste, pour le pouvoir des ouvriers et des paysans.

Pour préparer la victoire, il est encore temps. Le fascisme n'est pas encore devenu un mouvement de masse. L'inévitable décomposition du capitalisme signifiera, pourtant, le rétrécissement de la base du bonapartisme, la croissance des camps extrêmes et l'approche du dénouement. Il ne s'agit pas d'années, mais de mois. Ce délai n'est assurément inscrit nulle part. Il dépend de la lutte des forces vives, au premier chef de la politique du prolétariat et de son Front unique. Les forces potentielles de la révolution dépassent de beaucoup les forces du fascisme et, en général, celles de toute la réaction réunie. Les sceptiques qui pensent que tout est perdu doivent être impitoyablement chassés des rangs ouvriers. Les couches les plus profondes vibrent en écho à chaque parole hardie, à chaque mot d'ordre véritablement révolutionnaire. Les masses profondes veulent la lutte.

L'unique facteur progressif de l'histoire aujourd'hui n'est pas l'esprit de combinaison des députés et des journalistes : c'est la

expériences dans de petits laboratoires. *Les instituteurs révolutionnaires doivent entrer dans le parti socialiste pour renforcer son aile révolutionnaire et le lier aux masses paysannes.* Il serait criminel de perdre du temps.

(Note de Trotsky.)

haine légitime et créatrice des opprimés contre les oppresseurs. Il faut se tourner vers les masses, vers leurs couches les plus profondes. Il faut faire appel à leur raison et à leur passion. Il faut rejeter cette mensongère « prudence » qui sert de pseudonyme à la couardise et qui, dans les grands tournants historiques, équivaut à la trahison. Le Front unique doit prendre pour devise la formule de Danton : « De l'audace, toujours de l'audace, et encore de l'audace³¹¹. »

Bien comprendre la situation et en tirer toutes les conclusions pratiques — hardiment, sans peur, jusqu'au bout — c'est assurer la victoire du socialisme.

Domène, octobre 1934.

³¹¹ On pourrait s'étonner de voir ici Trotsky réclamer « de l'audace » à des partis qu'il jugeait — on le sait — comme des « obstacles » sur la voie révolutionnaire. Mais il ne faut pas oublier que les trotskystes étaient entrés dans la S.F.I.O. afin de prendre place « à l'intérieur du Front unique » et que ce manifeste émanait de militants révolutionnaires membres de la S.F.I.O. : les circonstances, selon Trotsky, exigeaient une action révolutionnaire menée *de l'intérieur*.

L'ETTRE OUVERTE AUX OUVRIERS FRANÇAIS ³²⁷

10 juin 1935

Chers camarades,

Je quitte aujourd'hui la France et cette circonstance me donne, enfin, la chance de m'expliquer ouvertement devant vous : tant que je restais sur le sol français, j'étais condamné au silence.

Il y a deux ans, le gouvernement « de gauche » Daladier, dans sa lune de miel, me permit de me fixer en France avec les mêmes droits, paraît-il, que les autres étrangers. En fait, il me fut interdit de vivre à Paris, et je me suis immédiatement trouvé sous la surveillance de la police. Peu de temps après le 6 février 1934, le ministre de l'intérieur, Albert Sarraut, après une campagne enragée de la presse, signa un décret m'expulsant de France. Il ne se trouva pas, pourtant, de gouvernement étranger qui consentît à m'accepter. C'est la seule raison pour laquelle le décret d'expulsion n'était pas venu jusqu'à maintenant à exécution. Il me fut prescrit par la sûreté nationale de me fixer dans un département déterminé, dans un petit village, sous la stricte surveillance de la police. Dans ma dernière année de vie en France, je fus plus coupé du monde extérieur que lorsque je vivais dans l'île de Prinkipo, en Turquie, sous l'œil de la police de Kemal-Pacha. Le visa du gouvernement radical était ainsi devenu à sa manière un piège.

Loin de moi la pensée de me plaindre du gouvernement de la III^e République. Les ministres les plus « démocrates », tout comme les plus réactionnaires, ont pour tâche de *sauvegarder* l'esclavage capitaliste. J'appartiens au parti révolutionnaire qui se donne pour but de *renverser* le capitalisme. De cet antagonisme irréductible découle inévitablement la lutte, avec toutes ses conséquences. Il n'y a là aucun motif de se plaindre !

Si je me permets, cependant, de retenir votre attention sur une question aussi mince que les conditions de ma vie en France, c'est

³²⁷ Archives T 3070. Publiée en tract et dans *la Vérité*, n° 243, du 21 juin 1935 avec en sous-titre : « La trahison de Staline et la Révolution mondiale ».

seulement parce que cet épisode est lié d'une façon très étroite à la politique de l'Internationale communiste, qui est maintenant devenue le principal obstacle sur la voie historique du prolétariat.

Il y a deux ans, *l'Humanité* répétait chaque jour : « Le fasciste Daladier a fait appeler le social-fasciste Trotsky en France, pour organiser, avec son aide, l'intervention militaire contre l'U.R.S.S. ». Il s'est trouvé des gens assez nombreux, honnêtes, mais naïfs et ignorant, qui crurent à cette absurdité, comme au printemps de 1917, des millions de paysans de soldats et même d'ouvriers russes crurent Kerensky quand il affirmait que Lénine et Trotsky étaient des « agents du kaiser Guillaume ». On ne peut accuser des gens trompés de ne pas voir clair — il faut leur apporter la lumière. Mais on peut et on doit accuser les coquins éclairés qui répandent sciemment le mensonge et la calomnie pour tromper les travailleurs. De tels coquins conscients, ce sont les chefs du parti soi-disant communiste (!) : Cachin, Thorez, Vaillant-Couturier, Duclos et consorts.

Aujourd'hui ces messieurs ont constitué, comme on sait, avec le « fasciste » Daladier un « Front Populaire » antifasciste. D'une intervention de l'impérialisme français en U.R.S.S., les staliniens qui se donnent le nom de communistes ont cessé de parler. Au contraire, ils voient maintenant dans l'alliance du capital français avec la bureaucratie soviétique une garantie de paix. Sur l'ordre de Staline, Cachin, Thorez et consorts appellent à présent les ouvriers français à soutenir leur militarisme national, c'est-à-dire l'instrument de l'oppression de classe et de l'avisement colonial. Ces calomniateurs se sont démasqués bien rapidement et sans ménagement. Hier ils me traitaient d'agent de Daladier et de la bourgeoisie française, et aujourd'hui ils ont réellement conclu alliance avec Daladier, Herriot et Laval et se sont attelés au char de l'impérialisme français.

La nouvelle calomnie stalinienne.

A présent, messieurs les calomniateurs commencent à dire (voir par exemple le journal des staliniens belges) que la politique de Trotsky et des bolcheviks-léninistes rend service, non à Herriot et à Daladier, mais à Hitler, c'est-à-dire non pas à l'impérialisme français, mais à l'impérialisme allemand³²⁸. Cette nouvelle calomnie sonne, cependant comme une mélodie trop vieille et trop connue. Pendant la guerre impérialiste, parce que je me situais sur la posi-

³²⁸ Il s'agissait en fait du début de la grande campagne de calomnie. Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, sept ans après le pacte Hitler-Staline, la presse communiste en France parlait couramment des « hitléro-trotskyistes ». Les procès de Moscou avaient répondu, en partie, au souci de Staline d'accréditer cette thèse pour discréditer Trotsky. On peut mesurer ici, au commentaire de Trotsky, son erreur de la sous-estimation des crimes de Staline avant 1936 et celle de ses critiques qui l'accusaient de « noircir le tableau ».

tion de l'internationalisme révolutionnaire, messieurs les social-patriotes : Renaudel, Vandervelde, Séverac, Marcel Cachin, m'accusèrent de « soutenir » le militarisme allemand contre la démocratie française. C'est précisément pour cette raison que le gouvernement Briand-Malvy m'expulsa de France en 1916. Et le vaillant Marcel Cachin, « dans les intérêts de la démocratie française », partait en même temps, chargé par le gouvernement impérialiste, porter de l'argent à Mussolini pour faire de la propagande en faveur de l'entrée de l'Italie en guerre. Tous ces faits furent à maintes reprises confirmés dans la presse, ils peuvent être facilement vérifiés et prouvés. Cachin, d'ailleurs, n'a même jamais tenté de les nier.

Marcel Cachin reprend maintenant le même travail de social-patriote qui l'a déshonoré durant la guerre impérialiste. Derrière Cachin marchent tous les autres chefs du parti communiste (!) français. Ce ne sont pas des révolutionnaires, mais des fonctionnaires. Ils font ce que leurs supérieurs leur ordonnent. Seul André Marty a fait preuve en son temps de qualités de véritable révolutionnaire : son passé mérite l'estime. Mais le milieu de l'Internationale communiste a réussi à le démoraliser, lui aussi ³²⁹.

Pourquoi Staline et ses laquais français sont-ils des traîtres ?

Pour justifier leur tournant social-patriotique, ces messieurs invoquent la nécessité de « défendre l'U.R.S.S. ». Cet argument est faux d'un bout à l'autre. Il est suffisamment connu que l'idée même de la « défense nationale » n'est qu'un masque à l'aide duquel les exploiters couvrent leurs appétits de brigands et les heurts sanglants en vue du butin, faisant d'ailleurs de leur propre nation une simple chair à canon. Mais si nous, marxistes, avons toujours affirmé que la bourgeoisie impérialiste ne peut jamais défendre et ne défendra jamais les véritables intérêts de sa propre nation, comment pouvons-nous subitement croire qu'elle est capable de défendre les véritables intérêts de l'U.R.S.S. ? Peut-on douter un seul instant qu'à la première possibilité favorable l'impérialisme français mettra en œuvre toutes ses forces pour renverser en U.R.S.S. la propriété socialisée et rétablir la propriété privée ? Et s'il en est ainsi, seuls des traîtres à la classe ouvrière peuvent farder leur propre militarisme en offrant un soutien direct ou indirect, ouvert

³²⁹ Allusion au rôle joué par André Marty en 1919, dans les mutineries de marins de la flotte de la mer Noire. André Marty, après avoir pris part à la répression contre les révolutionnaires en Espagne où il était commissaire des Brigades internationales de 1936 à 1938, devait être exclu du P.C.F. en 1952, accusé de « liaisons policières ». Il semble bien, en réalité, que son passé de révolutionnaire ait été la charge retenue contre lui. A la date où est rédigée cette note, la mémoire de Marty n'a pas été réhabilitée dans le P.C.F. et plusieurs militants ont été exclus pour avoir fait campagne dans ce sens.

ou caché, à la bourgeoisie française et à sa diplomatie. Staline et ses laquais français sont ces traîtres.

Pour masquer leurs trahisons, ils invoquent, naturellement, Lénine — avec autant de raison que Lebas, Paul Faure, Longuet et autres opportunistes invoquent Marx. *L'Humanité* cite presque chaque jour la lettre de Lénine aux ouvriers américains, dans laquelle il raconte comment, au début de 1918, il recevait un officier royaliste français pour utiliser ses services contre les Allemands qui avaient engagé contre nous une nouvelle offensive³³⁰. Cet argument n'a pas pour but d'éclaircir la question mais, au contraire, de la brouiller aux yeux des ouvriers. Nous nous en convainçons tout à l'heure en toute évidence. Ce serait, bien entendu, une absurdité de nier le droit pour le gouvernement soviétique d'utiliser les antagonismes dans le camp des impérialistes ou de faire, en cas de nécessité, telle ou telle concession aux impérialistes. Les ouvriers en grève utilisent aussi la concurrence entre les entreprises capitalistes et font des concessions aux capitalistes, ils capitulent même devant eux quand ils ne peuvent vaincre. Mais est-ce que de là découle le droit pour les chefs syndicaux de collaborer amicalement avec les capitalistes, de les couvrir et de devenir leurs serviteurs ? Personne n'appellera traîtres les ouvriers en grève qui ont été contraints de capituler. Mais Jouhaux, qui paralyse la lutte de classe du prolétariat au nom de la paix et de l'amitié avec les capitalistes, nous avons non seulement le droit, mais encore l'obligation de déclarer qu'il est un traître au prolétariat. La différence entre la politique de paix pratiquée par Lénine à Brest-Litovsk et la politique franco-soviétique de Staline est la même qu'entre la politique du syndicalisme révolutionnaire qui, après une défaite partielle, est content de faire des concessions à l'ennemi de classe et la politique de l'opportuniste qui devient de son propre gré l'allié et le laquais de l'ennemi de classe.

Que signifie le compromis de Lubersac ?

Lénine a reçu chez lui un officier réactionnaire français. A la même époque, je le reçus aussi et dans le même but : de Lubersac s'offrait pour faire sauter les ponts sur la route de notre retraite, afin que nos réserves militaires ne tombent pas entre les mains des Allemands. Seule la tête creuse d'un anarchiste quelconque pourrait voir dans une telle « transaction » une trahison. Au cours des mêmes jours, les agents officiels de la France me rendirent visite et offrirent une aide plus large, en artillerie et en provisions.

³³⁰ Il s'agit de la *Lettre aux ouvriers américains* du 20 août 1918, publiée dans la *Pravda* du 22. Une traduction française intégrale en figure dans le tome XXVIII des *Œuvres de Lénine* (Editions de Moscou), pp. 57 à 71.

Nous comprenions très bien que leur but était de nous faire entrer de nouveau dans la guerre contre l'Allemagne. Mais les armées allemandes nous attaquaient réellement et nous étions faibles. Avions-nous le droit d'accepter dans ces conditions une « aide » de l'état-major français ? Absolument ! Ce fut précisément la proposition que j'apportai au comité central du parti le 22 février 1918. Le texte de cette proposition est reproduit dans les procès-verbaux officiels du comité central publiés à Moscou en 1929. Voici cette proposition : « En tant que parti du prolétariat socialiste, se trouvant au pouvoir et menant la guerre contre l'Allemagne, nous prenons, *par le moyen des institutions d'Etat*, toutes les mesures pour armer et approvisionner le mieux possible notre armée révolutionnaire par tous les moyens nécessaires ; dans cette perspective, il faut trouver les dits moyens là où il est possible de le faire, et par conséquent aussi chez les gouvernements impérialistes. (Notre) *parti conserve la complète indépendance de sa politique extérieure*, ne donne aux gouvernements capitalistes aucun engagement politique et, dans chaque cas particulier, examine leurs propositions sous l'angle de l'utilité finale. »

Lénine n'était pas présent à cette séance du comité central. Il envoya une lettre. En voici le texte authentique : « Je prie de compter ma voix *pour* la prise de pommes de terre et d'armes chez les brigands impérialistes anglo-français »³³¹. Voilà comment le comité central d'alors des bolcheviks se comportait, en ce qui concerne l'utilisation des antagonismes capitalistes : des *accords pratiques* avec les impérialistes (prendre les pommes de terre) sont parfaitement admissibles ; mais une *solidarité politique* avec les brigands impérialistes est *absolument inadmissible*.

Le crime de Staline n'est pas de conclure tel ou tel accord pratique avec l'ennemi de classe : ces accords peuvent être justes ou erronés, mais il est impossible de les rejeter par principe. Le crime est que Staline a approuvé la politique d'un gouvernement impérialiste qui monte la garde autour du traité de spoliation et de brigandage de Versailles. Staline n'a pas encore pris « quelques pommes de terre » chez les brigands impérialistes, mais il s'est déjà *solidarisé politiquement* avec eux.

Renforcer son armée qui opprime soixante millions d'esclaves coloniaux, la bourgeoisie française peut le faire, bien entendu, même sans l'approbation de Staline. Si cette approbation lui a été nécessaire, c'est en vue d'affaiblir et de démoraliser la lutte de classe du prolétariat français. En signant une adresse de félicitations au militarisme français, Staline agit, non pas comme un gréviste

³³¹ Traduction française dans *Les Bolcheviks et la révolution d'Octobre. Procès-verbaux du comité central du parti bolchevique* (Ed. Maspéro), p. 283.

contraint temporairement de céder à l'impérialisme, mais comme un briseur de grève qui paralyse la lutte des ouvriers.

La source de la trahison.

La trahison de Staline et de la direction de l'Internationale communiste s'explique par le caractère de la couche dirigeante actuelle en U.R.S.S. C'est une bureaucratie privilégiée et incontrôlée, qui s'élève au-dessus du peuple et qui opprime le peuple. Le marxisme enseigne que *l'existence détermine la conscience*. La bureaucratie soviétique craint avant tout la critique, le mouvement, le risque : elle est conservatrice, elle défend âprement ses privilèges. Etouffant la classe ouvrière en U.R.S.S., elle a perdu depuis longtemps confiance dans la révolution mondiale. Elle promet de construire le « socialisme dans un seul pays » si les travailleurs se taisent, obéissent et endurent.

Pour défendre l'U.R.S.S., la bureaucratie place ses espoirs dans son habileté politique, dans la diplomatie de Litvinov³³², dans l'alliance militaire avec la France et la Tchécoslovaquie, mais non dans le prolétariat révolutionnaire. Au contraire, elle craint que les ouvriers français et tchèques puissent, par leurs actions inopportunes, effrayer ses nouveaux alliés. Elle se donne pour tâche de freiner la lutte de classe du prolétariat dans les pays « alliés ». Ainsi la source de la trahison de Staline, c'est le conservatisme national de la bureaucratie soviétique, son hostilité directe pour la révolution prolétarienne mondiale.

Les conséquences de la trahison.

Les conséquences de la trahison de Staline se sont traduites immédiatement dans le changement cynique de la politique du parti communiste français, que dirigent, non pas des chefs choisis par les ouvriers français, mais des agents de Staline. Hier, ces messieurs bavardaient sur le « défaitisme révolutionnaire » en cas de guerre. Aujourd'hui ils prennent la position de la « défense nationale »... dans l'intérêt de la défense de la paix. Ils répètent mot pour mot les formules de la diplomatie capitaliste. Comment n'en serait-il pas ainsi puisque tous les brigands impérialistes sont pour la paix, concluent des alliances, accroissent leurs armées, fabriquent des gaz toxiques, cultivent les bactéries uniquement « dans les intérêts de la paix ». Qui dit : « L'alliance franco-

³³² Le vieux-bolchevik Maxime Litvinov fut appelé à la direction de la diplomatie soviétique en 1930. Il représenta l'U. R. S. S. à la S. D. N. et dans les conférences internationales pendant toute la période où l'U. R. S. S. appuya la politique de « sécurité collective » et rechercha l'alliance des gouvernements de Paris et Londres. Il fut remplacé par Molotov à la veille de la conclusion du pacte Hitler-Staline.

soviétique est une garantie de paix » assume une responsabilité non seulement en faveur du gouvernement soviétique, mais aussi de la Bourse française, de son état-major, des gaz et les bactéries de cet état-major.

L'Humanité écrit : « Le gouvernement français se trouvera *sous le contrôle* des ouvriers français. » Mais c'est une phrase creuse de piteux démagogues. Où et quand un prolétariat opprimé a-t-il « contrôlé » la politique extérieure de sa bourgeoisie et les actes de son armée ? Comment peut-il le faire, tant que le pouvoir est entre les mains de la bourgeoisie ? Pour diriger l'armée, il faut renverser la bourgeoisie et conquérir le pouvoir. Il n'y a pas d'autre voie. Or la nouvelle politique de l'Internationale communiste signifie l'abandon de cette unique voie.

Quand le parti prolétarien déclare qu'en temps de guerre il va « contrôler », c'est-à-dire soutenir son militarisme national au lieu de le renverser, il devient par cela même une bête apprivoisée du capital. Il n'y a pas la moindre raison de craindre un tel parti. Ce n'est pas un tigre révolutionnaire, mais un âne domestiqué. On peut l'affamer, le fouetter, lui cracher entre les yeux, il n'en portera pas moins le faix du patriotisme. Peut-être ne fera-t-il que braire piteusement de temps en temps : « Au nom de Dieu, désarmez les ligues fascistes ! » En réponse, il recevra un nouveau coup de fouet. Et il ne l'aura pas volé !

A qui appartient la victoire.

L'Internationale communiste a présenté l'entrée de l'U. R. S. S. dans la S. D. N. et la conclusion de l'alliance franco-russe comme la plus grande victoire du prolétariat et de la paix. Quel est donc le contenu de cette victoire ?

Le programme de l'Internationale communiste, adopté en 1928, dit que « sa tâche principale (de la S. D. N.) est d'arrêter la croissance ininterrompue de la crise révolutionnaire et d'étrangler l'U. R. S. S. au moyen du blocus et de la guerre ». Dans de telles conditions, il était naturel que les représentants de l'U. R. S. S. n'entrent pas à la S. D. N., c'est-à-dire dans l'état-major de la contre-révolution impérialiste mondiale.

Qu'y a-t-il de changé depuis ? Pourquoi l'U. R. S. S. a-t-elle cru nécessaire d'entrer dans la S. D. N. ? A qui appartient ici la victoire ? Là aussi, les chefs de l'Internationale communiste trompent les ouvriers. La bourgeoisie française n'aurait jamais conclu un accord avec l'U. R. S. S. si elle continuait à voir dans celle-ci un facteur révolutionnaire. Ce n'est que l'extrême affaiblissement de la révolution mondiale qui a donné la possibilité d'inclure l'U. R. S. S. dans le système des camps impérialistes antagonistes.

Bien entendu, si l'industrie soviétique n'avait pas obtenu de grands succès, s'il n'existait ni tanks soviétiques, ni aviation soviétique,

personne n'aurait tenu compte de l'U. R. S. S. Mais chacun peut en tenir compte à sa manière. Si l'U. R. S. S. était restée la forteresse de la révolution mondiale, si l'Internationale communiste menait une offensive victorieuse, les classes dominantes de France, d'Angleterre et d'Italie auraient sans hésitation donné à Hitler les pleins pouvoirs pour faire la guerre à l'U. R. S. S. Mais à présent, après la défaite de la révolution en Chine, en Allemagne, en Autriche, après les succès du fascisme en Europe, après la débâcle de l'Internationale communiste et la transfiguration nationale de la bureaucratie soviétique, la bourgeoisie de France, d'Angleterre et d'Italie répond à Hitler : « Pourquoi risquer une croisade contre l'U. R. S. S. ? Sans qu'il soit besoin de chercher plus loin, Staline étrangle la révolution avec succès. Il faut tenter de se mettre d'accord avec lui. »

Le pacte lie l'U. R. S. S., mais non la France !

L'alliance franco-soviétique n'est pas une garantie de paix — quelle absurdité éhontée ! — mais une transaction dans *l'éventualité d'une guerre*. Les avantages de cette transaction pour l'U. R. S. S. sont pour le moins problématiques. La France n'est « obligée » de venir en aide à l'U. R. S. S. que si ses alliés de Locarno, c'est-à-dire l'Angleterre et l'Italie, sont d'accord. Cela veut dire qu'au cas où l'impérialisme français trouverait plus avantageux de se mettre au dernier moment d'accord avec Hitler, aux dépens de l'U. R. S. S., l'Angleterre et l'Italie aideront toujours à « légaliser » cette « trahison ». *L'Humanité* garde soigneusement le silence sur cette soupape de sûreté du pacte. Cependant, tout est là. Le pacte lie l'U. R. S. S., mais ne lie pas la France !

Que doivent faire les députés socialistes et communistes ?

Admettons néanmoins qu'après toutes ses erreurs et tous ses crimes la bureaucratie soviétique ne pouvait fait autre chose que conclure cette alliance militaire ambiguë et incertaine avec la France. Dans ce cas, le gouvernement soviétique n'avait qu'à reconduire les pactes Staline-Laval. Mais il en est tout autrement en France. Le prolétariat français ne doit pas permettre à sa bourgeoisie de se cacher derrière le dos de la bureaucratie soviétique. Après la signature du pacte, les buts des impérialistes français sont restés les mêmes qu'avant : affermir les anciens brigandages, en préparer de nouveaux, faciliter la nouvelle mobilisation du peuple français, utiliser le sang du prolétariat soviétique. Si les députés communistes et socialistes votent au Parlement l'alliance franco-soviétique, ils se manifesteront une nouvelle fois comme des traîtres au prolétariat !

La lutte contre la guerre est inconcevable sans la lutte contre son propre impérialisme. La lutte contre l'impérialisme est inconcevable sans lutte contre ses agents et alliés réformistes et stalinistes. Il

faut une épuration impitoyable des organisations ouvrières, politiques et syndicales, des social-patriotes traîtres à la classe ouvrière, quel que soit leur nom : Léon Blum ou Thorez, Jouhaux ou Monmousseau.

Le rôle des bolcheviks-léninistes du parti socialiste :

En France, un seul groupement défend honnêtement, avec conséquence et vaillance, les principes de la révolution prolétarienne : c'est le groupe bolchevik-léniniste du parti socialiste. Son organe est l'hebdomadaire *La Vérité*. Chaque ouvrier qui réfléchit doit connaître ce journal.

Les bolcheviks-léninistes ont défini clairement et exactement les tâches du prolétariat dans la lutte contre la guerre dans une brochure spéciale : « La IV^e Internationale et la guerre ». La connaissance de cette brochure et la discussion approfondie des questions qui y sont soulevées est également le devoir immédiat de chaque prolétaire d'avant-garde, devoir envers lui-même et envers sa classe.

La trahison des stalinistes, se joignant à la vieille trahison des réformistes, nécessite un renouvellement complet de toutes les organisations prolétariennes. Il faut un nouveau parti révolutionnaire. Il faut une nouvelle Internationale : la IV^e ! Servir cette grande tâche historique, c'est le contenu de l'activité de l'organisation internationale des bolcheviks-léninistes.

Pourquoi la haine de la bureaucratie contre les trotskystes.

La trahison de Staline ne fut pas pour nous une chose inattendue. Nous l'avions prédite dès 1924, lorsque la bureaucratie soviétique eut renié la théorie de Marx et Lénine en faveur de la théorie du « socialisme dans un seul pays ». Les intrigants et les philistins disaient que notre lutte contre Staline était une lutte « personnelle ». A présent, même les aveugles doivent se persuader que cette lutte est menée au nom des principes fondamentaux de l'internationalisme et de la révolution. Des centaines de fois, nous avons dit au cours des dernières années : « Grattez un staliniste et vous découvrirez un opportuniste ». Maintenant il n'y a même plus besoin de gratter. Les stalinistes occupent en fait l'extrême droite du mouvement ouvrier et, comme ils continuent à se couvrir de l'autorité de la révolution d'Octobre, ils sont infiniment plus nuisibles que les anciens opportunistes traditionnels.

La haine des staliens contre les « bolcheviks-léninistes » (« trotskystes ») c'est la haine du bureaucrate conservateur contre le véritable révolutionnaire. La bureaucratie tremblante pour son pouvoir et ses revenus ne s'arrête devant aucune bassesse et aucune canaillerie dans la lutte contre les bolcheviks-léninistes.

Avant de commettre ouvertement sa dernière trahison, Staline a organisé un nouveau pogrome — le centième — contre l'aile

gauche en U. R. S. S. Il a mis en scène une série de pseudo-procès contre les oppositionnels, cachant les véritables opinions de ceux-ci et leur attribuant des actes qu'ils n'ont jamais commis. Par exemple, l'ancien président de l'Internationale communiste, Zinoviev, a été condamné à dix ans de prison pour la seule raison qu'après une série d'hésitations et de repentirs il a été amené à reconnaître le caractère funeste de la politique du stalinisme ³³³.

La bureaucratie soviétique a tenté de me mêler, par l'intermédiaire d'un provocateur, au procès des terroristes qui ont tué Kirov. Staline a arrêté, au début de cette année, mon fils, jeune savant, travailleur soviétique loyal, ne participant aucunement à la lutte politique ³³⁴. Le but de l'arrestation était d'exercer une terreur impitoyable non seulement contre les bolcheviks-léninistes mais aussi contre les membres de leurs familles.

La bureaucratie est sans pitié lorsqu'elle voit approcher une menace contre sa domination et ses privilèges. Dans ce domaine, les stalinistes trouvent un appui constant auprès de la police capitaliste du monde entier.

La fraction de Staline dans le parti socialiste.

Tout dernièrement, au mois d'avril, Staline a dépêché à Paris les dirigeants des Jeunesses communistes russes pour convaincre la jeunesse révolutionnaire française d'adopter la position social-patriotes ³³⁵. Ces jeunes bureaucrates ont organisé à l'intérieur du

³³³ Il s'agit du premier procès Zinoviev, du 15 au 18 janvier 1935, tenu à huis clos, et où l'ancien lieutenant de Lénine, aurait, selon le procureur Vychinski, reconnu sa « responsabilité morale » dans l'attentat contre Kirov. Depuis, les révélations de Khrouchtchev ont confirmé l'hypothèse avancée par Trotsky selon laquelle la piste des véritables assassins de Kirov ne pouvait remonter qu'à Staline en personne.

³³⁴ Serge Sedov avait été arrêté fin décembre-début janvier. Voir les détails à ce sujet dans le *Journal d'exil*, à la date du 1^{er} juin. Apolitique par hostilité à son père, Serge Sedov ne l'avait pas suivi en exil, se consacrant à ses études scientifiques. Trotsky ne devait plus rien savoir de son sort. La revue *La IV^e Internationale* (n° 10) a publié en juillet 1960 le témoignage — digne de foi — d'un communiste étranger libéré après la mort de Staline, qui signe P. Richards. Ce dernier avait rencontré Serge Sedov à Vorkhuta, au début de 1936, au moment où, condamné une première fois à cinq ans de prison, il était appelé pour une « nouvelle instruction » à Moscou. C'est vraisemblablement au cours de l'automne 1937 que Serge Sedov fut exécuté en secret, sans avoir consenti à faire contre son père la déclaration qu'on cherchait selon toute vraisemblance à lui extorquer.

³³⁵ Fred Zeller et Béranger, dirigeants de l'Entente des Jeunesses socialistes, avaient rencontré secrètement à Paris, à la fin d'avril 1936, Kossarev et Tchémoudanov, dirigeants des J.C. russes, en présence de Raymond Guyot. Les Russes avaient fait pression pour que les Jeunesses socialistes acceptent de s'aligner sur la nouvelle politique de Moscou, qui passait par le renforcement de la défense nationale à Paris (*La Vérité*, 29 avril 1935 et 15 août 1947).

parti socialiste une fraction staliniste spéciale dont le mot d'ordre principal est : « Exclusion des trotskystes » ! Inutile d'ajouter que pour faire ce travail de désagrégation la clique stalinienne n'a pas ménagé et ne ménage pas les moyens financiers : si elle est pauvre d'idées, elle ne manque pas de devises ³³⁶.

Mais les révolutionnaires ne cèdent pas sous les coups de la terreur. Au contraire, ils répondent en redoublant l'offensive. *Le stalinisme est maintenant la plaie principale du mouvement ouvrier mondial*. Cette plaie, il faut l'extirper, la retrancher, la brûler au fer rouge. Il faut à nouveau rassembler le prolétariat sous le drapeau de Marx et de Lénine.

Chers camarades,

Je suis loin de vous avoir dit tout ce que je voulais vous dire et comme je voulais le faire. Mais je suis obligé de me hâter : d'une heure à l'autre, un policier doit venir pour me reconduire, ainsi que ma femme, fidèle compagne de ma lutte et de mes pérégrinations, à la frontière française. Je pars animé d'un profond amour pour le peuple français et une foi indéradicable dans le grand avenir du prolétariat français ; mais avec une haine aussi profonde et indéradicable pour l'hypocrisie, l'âpreté et la férocité de l'impérialisme français.

J'ai foi que le peuple travailleur, tôt ou tard, me rendra l'hospitalité que la bourgeoisie me refuse ³³⁷. Mon plus grand bonheur serait de voir le prolétariat français me donner, dans le plus proche avenir, la possibilité de participer à ses luttes décisives.

Ouvriers et ouvrières de France ! Aussi longtemps que mes forces physiques me le permettront, je suis prêt, à n'importe quel moment

³³⁶ Fred Zeller prête à Tchémoudanov ce propos : « Il vous faut constituer une fraction solide à l'intérieur de la J.S. Nous vous donnerons tout ce qu'il vous faudra pour réussir. » L'opération ainsi tentée en France devait échouer. En revanche, en Espagne, la fusion des J.S. et des J.C., réalisée dans un contexte semblable, aboutit à la constitution des Jeunesses socialistes unifiées (J.S.U.) qui constituèrent pendant la guerre l'un des fondements de l'influence stalinienne. Santiago Carrillo, le secrétaire des J.S. d'Espagne, qui passait pour trotskysant en 1935, devait plus tard se rallier au stalinisme et devenir secrétaire général du P.C. espagnol.

³³⁷ Gilbert Serret, ancien secrétaire général de la fédération unitaire de l'enseignement (C.G.T.U.), et sa compagne, France, avaient offert asile à Trotsky dans le village ardéchois de Saint-Montant où ils étaient tous deux instituteurs. France Serret nous écrit : « Tout était prêt pour le recevoir à Saint-Montant quand l'intérieur s'y opposa et le préfet de l'Ardèche nous signifia le refus » (6 mai 1965).

à répondre par la parole et par l'acte à votre appel révolutionnaire !

Permettez-moi donc de vous serrer fraternellement les mains et de finir la lettre par ce cri qui, depuis près de quarante ans, a guidé mes pensées et mes actes :

Vive la révolution prolétarienne mondiale !

L. TROTSKY.

10 juin 1935.

DU PLAN DE LA C. G. T. A LA CONQUÊTE DU POUVOIR ³¹⁹

Camarades,

La C. G. T. se donne pour but l'« intensification de la propagande » en faveur du Plan ³²⁰. Nous ne pouvons que nous en féliciter. Le meilleur Plan n'est qu'un chiffon de papier s'il n'a pas de masses militantes derrière lui. Il est à regretter que dans l'année écoulée depuis l'adoption du Plan, on ait fait si peu pour le présenter aux masses et pour gagner celles-ci.

Les notes « à l'usage des propagandistes » que nous avons reçues de la C. G. T. depuis des mois insistent sur la nécessité d'un « vigoureux effort de propagande orale poursuivi jusque

³¹⁹ Ce texte n'a jamais paru sous la signature de son véritable auteur. Il s'agit en effet de l'intervention faite au comité confédéral national de la C. G. T. des 18-19 mars 1935 par le délégué de l'union départementale des syndicats confédérés de l'Isère, Alexis Bardin. Ce dernier — membre du G. B. L., plus tard du P. O. I. —, avait mandat de son U. D. pour intervenir au C. C. N. C'est Trotsky, à cette époque en résidence à Domène, près de Grenoble, qui rédigea intégralement l'intervention de son jeune camarade. Ce texte présente donc un double intérêt : d'abord, il traite d'un problème important à cette date en des termes qui demeurent largement d'actualité aujourd'hui. Ensuite il offre un intérêt pédagogique : par cet exercice de style, Trotsky, dont on sait qu'il était par ailleurs capable d'écrire de terribles pamphlets comme de flamboyantes proclamations, montre comment, selon lui, un militant révolutionnaire — Bardin l'était et ne s'en cachait pas — doit s'adresser à un auditoire de responsables réformistes et, sans renoncer à ses idées quant au fond, chercher le ton juste capable de le faire écouter et de l'aider à convaincre. Ce texte a paru dans *la Vérité*, n° 233, du 5 avril 1935, et en brochure (*La Brèche syndicale*, 1935).

³²⁰ C'est en 1933 que le socialiste belge Henri de Man avait fait adopter les thèses sur la planification au congrès du parti ouvrier belge. Les idées « planistes » furent répandues en France par le groupe « Révolution constructive », dont Georges Lefranc était l'un des animateurs. Le bureau d'études créé sur proposition de Jouhaux près du C. C. N. de la C. G. T. en mai 1934, élaborait un « plan de travail », qui fut adopté en octobre 1934 par le C. C. N.

dans les petits centres ». Je suis sûr que les unions départementales pourraient mobiliser des cadres suffisants de propagandistes dévoués mais, pour que leurs efforts soient vraiment vigoureux et surtout efficaces, il faut qu'elles-mêmes voient clair dans la question.

Je dois cependant avouer que les discussions sur le Plan, même dans des cercles assez restreints, révèlent une certaine confusion. Peut-être ne sommes-nous pas suffisamment renseignés, nous autres, gens de province. Alors, le centre doit nous aider. Je veux, pour ma part, profiter de la session du C. C. N. pour poser des questions, exposer quelques doutes, indiquer quelques lacunes et exiger quelques éclaircissements supplémentaires.

Dans cette salle, il y a beaucoup de camarades qui sont trop expérimentés dans la conduite des masses — beaucoup plus encore que moi — pour que je doive insister sur l'idée suivant laquelle la propagande ne peut porter que lorsqu'elle est claire et concrète ; c'est pourquoi nous, propagandistes, nous vous demanderons un peu plus de clarté et un peu plus de précision sur le Plan.

Le but du Plan.

Dans les différents exposés de la C. G. T., nous lisons souvent qu'il s'agit de rénovation de l'économie nationale, parfois opposée à la « réorganisation économique et sociale », mais parfois aussi identifiée à celle-ci.

Camarades, il est bien difficile de dire aux ouvriers, aux paysans : « Nous voulons la rénovation de l'économie nationale », alors que tout le monde se sert maintenant de la même expression : les Jeunesses patriotes, les démocrates populaires, le Front paysan³²¹, parfois même les radicaux, mais surtout M. Flandin, proclament et promettent tous la rénovation et même la réorganisation de l'économie nationale. Il faut que notre Plan se distingue de ceux de l'ennemi de classe par la définition précise de son but. Toutes les rénovations et réorganisations dont je viens de parler veulent rester sur la base capitaliste, c'est-à-dire sauvegarder la propriété privée des moyens de production. Et le plan de la C. G. T. ? S'agit-il de rénover l'économie capitaliste ou de la remplacer par une autre ? J'avoue ne pas avoir trouvé une réponse exacte à cette question. Parfois nous lisons dans les mêmes exposés qu'il s'agit non pas d'une transformation du régime actuel, mais seulement de mesures d'urgence pour pallier la crise. Cependant, nous trou-

³²¹ Pierre Taittinger, chef de file des J. P., et Henry Dorgères, leader du Front paysan, étaient deux des plus connus parmi les dirigeants des « Li-gues ». Les démocrates populaires étaient les ancêtres du M. R. P.

vons aussi cette affirmation que les mesures d'urgence doivent ouvrir la voie à des transformations plus profondes.

Peut-être que tout cela est juste, mais on ne trouve jamais la définition exacte du régime auquel on veut aboutir. De quel ordre doivent être les transformations dites profondes ? S'agit-il seulement — je ne parle qu'hypothétiquement — de transformer une partie du capitalisme privé en capitalisme d'Etat ? Ou bien voulons-nous remplacer le capitalisme tout entier par un autre régime social ? Lequel ? Quel est notre but final ? C'est étonnant, camarades, mais tous les exposés et même les « notes à l'usage des propagandistes » n'en disent absolument rien. Voulons-nous remplacer le capitalisme par le socialisme, par le communisme ou par l'anarchie proudhonienne ? Ou bien voulons-nous tout simplement rajeunir le capitalisme en le réformant et en le modernisant ? Quand je veux me déplacer pour une ou deux stations seulement, je dois savoir où va le train. Même pour des mesures d'urgence, nous avons besoin d'une orientation générale. Quel est l'idéal social de la C. G. T. ? Est-ce le socialisme ? Oui ou non ? Il faut qu'on nous le dise, sinon, comme propagandistes, nous restons tout à fait désarmés devant la masse.

L'anarchie du socialisme.

Les difficultés ne font que s'aggraver par le fait que nous ne connaissons la doctrine de la C. G. T. et son programme que partiellement et que les « notes à l'usage des propagandistes » ne nous indiquent pas la littérature qui pourrait nous renseigner. La seule autorité doctrinale citée par les exposés de la C. G. T., c'est Proudhon, le théoricien de l'anarchie. C'est lui qui a dit que l'« atelier doit remplacer le gouvernement ». Aspirons-nous, nous aussi, à l'anarchie ? Voulons-nous remplacer l'anarchie capitaliste par l'anarchie toute pure ? Il semble que non, puisque le Plan parle de nationalisation des industries-clés. Nationalisation signifie pratiquement étatisation. Or, si nous avons recours à l'Etat pour centraliser et diriger l'économie, comment pouvons-nous invoquer Proudhon qui réclamait de l'Etat une seule chose : qu'il lui fiche la paix ! Et vraiment l'industrie moderne, les trusts, les cartels, les consortiums, les banques, tout cela dépasse totalement la vision proudhonienne des échanges équitables entre des producteurs indépendants. Pourquoi donc invoquer Proudhon ? Cela ne peut qu'aggraver le désarroi.

Au capitalisme actuel, qui se survit depuis longtemps, nous ne pouvons opposer que le socialisme. Comme propagandiste de notre organisation syndicale, je crois exprimer l'idée de beaucoup de militants en demandant que le Plan de rénovation économique soit

dénommé le *Plan des mesures transitoires du capitalisme au socialisme*³²².

Alors, avant de prendre place dans le wagon, chaque ouvrier, chaque paysan saura où va le train de la C. G. T.

Camarades, pour l'efficacité de notre propagande, cette précision est absolument indispensable.

Les propositions du Plan.

Le plan de la C. G. T. insiste surtout sur ce fait que le crédit est le levier dirigeant de l'économie. Camarades, je suis loin d'être un spécialiste dans les questions de banque et de crédit. Je veux surtout m'instruire pour pouvoir exposer la question aux ouvriers, mais j'avoue de nouveau ne pas avoir trouvé dans les documents de la C. G. T. les éclaircissements dont j'ai besoin. On y parle de la « nationalisation du crédit » et du « contrôle des banques », c'est plutôt par exception qu'on parle, dans le même texte, de la « nationalisation des banques ». Est-ce qu'on peut diriger le crédit sans avoir nationalisé les banques ? On ne peut diriger que ce qu'on tient fermement dans ses mains. Voulons-nous nationaliser les banques, ou non ? Voulons-nous exproprier les banquiers, oui ou non ? Je suppose que oui. Alors, il faut le dire ouvertement et clairement. Malheureusement, au lieu de le faire, nous trouvons des formules vagues, par exemple : « La banque doit être au service de l'économie et non l'économie au service de la banque » (page 6 de l'exposé). Un ouvrier m'a demandé de lui expliquer cette phrase nébuleuse. Voyant ma perplexité, il a remarqué : « Mais la banque reste toujours au service de l'économie, comme les trusts, les compagnies de chemin de fer, etc... Ils sont tous au service de l'économie capitaliste pour dépouiller le peuple. » Cette remarque brutale me paraît beaucoup plus juste que la formule que j'ai citée plus haut. La banque capitaliste est au service de l'économie capitaliste. Il faudrait donc dire : nous voulons maintenant arracher la banque des mains des exploiters capitalistes pour en faire un levier de la transformation sociale, c'est-à-dire de l'édification socialiste. Je voudrais bien voir cette formule claire dans le texte du Plan.

La nationalisation des banques ne pourrait naturellement s'effectuer qu'au détriment de la haute finance. Quant aux petits épar-

³²² Trotsky écrivait par ailleurs : « Ni De Man, ni Jouhaux n'ont inventé leurs plans. Ils ont pris tout simplement les revendications fondamentales du *programme de transition marxiste*, la nationalisation des banques et des industries-clés, ont jeté par-dessus bord la lutte de classes et, à la place de l'expropriation révolutionnaire des expropriateurs, ils ont mis une opération financière de rachat » (« Encore une fois, où va la France ? » *Ecrits*, t. II, p. 81). Dans son *Journal d'exil*, le 10 mars, il écrit « Quelle pauvreté d'idées couverte d'une ridicule grandiloquence bureaucratique ! Et quelle avilissante lâcheté devant les maîtres ! » (pp. 65-66).

gnants, leurs intérêts doivent être non seulement ménagés, mais protégés. Il faut choisir entre les intérêts des requins de la finance et les intérêts des classes moyennes. Notre choix est fait, par l'expropriation des premiers. Nous créerons pour les seconds des conditions beaucoup plus favorables qu'actuellement.

Mais la nationalisation des banques ne suffit pas. Après la nationalisation des banques, il faudra venir à leur unification complète. Toutes les banques particulières doivent être transformées en filiales de la banque nationale. Il n'y a que cette unification qui puisse transformer le système des banques nationalisées en un système de comptabilité et de direction de l'économie nationale.

Contre la dictature du capital financier.

Dans les « Notes à l'usage des propagandistes », je trouve des données extrêmement précieuses concernant l'organisation de la dictature du capital financier sur notre pays. Se fondant sur une enquête faite en 1932, les notes affirment ce qui suit : « Pratiquement, on peut dire que quatre-vingt-dix personnes contrôlent et dirigent l'économie de notre pays. » Voilà une affirmation précise, et écrasante dans sa précision. Ainsi, le bien-être ou la misère de cent millions d'êtres humains — car il ne faut pas oublier nos malheureuses colonies, saignées plus encore que la métropole par les quatre-vingt-dix requins —, le sort de cent millions de personnes dépend d'un signe des doigts de quatre-vingt-dix magnats tout-puissants. Ce sont eux qui introduisent le gâchis dans l'économie nationale pour conserver leurs privilèges et leur puissance basés sur la misère et sur le sang. Malheureusement, ni l'exposé du Plan, ni les commentaires n'indiquent ce qu'il faut faire de ces quatre-vingt-dix monarques qui nous dirigent. La réponse devrait être nette : il faut les exproprier, il faut les détrôner, il faut rendre au peuple spolié ce qui lui appartient. Ce serait un bon commencement pour la réalisation du Plan. Je propose, au nom de l'union départementale de l'Isère, d'inscrire cette mesure dans le texte du Plan. Notre propagande deviendra alors beaucoup plus vigoureuse et beaucoup plus efficace ³²³.

La nationalisation de l'industrie.

Dans l'exposé du Plan, nous trouvons un paragraphe important sous le titre : « Les Nationalisations industrialisées. » Ce titre paraît bien étrange. On comprend ce que signifie l'industrie nationalisée, mais on reste tout à fait surpris devant la nationalisation

³²³ Les nationalisations devaient être ultérieurement écartées du programme du Front populaire sur l'insistance des communistes. Cf. Maurice Thorez, dans *l'Humanité* du 13 juillet 1936 : « Les camarades du parti socialiste voulaient introduire dans le programme les nationalisations. Nous nous sommes refusés à semer des illusions. Nous avons tenu bon. Nous avons eu raison. »

industrialisée. Permettez-moi de dire que de pareils artifices de terminologie compliquent la tâche du propagandiste, en obscurcissant les choses les plus simples. Les « Notes à l'usage des propagandistes » ne font même pas mention de la nationalisation de l'industrie. Peut-être que ces notes précédaient la dernière rédaction de l'exposé. Malheureusement, on ne trouve presque jamais de dates sur les documents de la C. G. T. : c'est une lacune importante qu'il faut combler pour faciliter notre travail.

Nous nous félicitons en tout cas du fait que la dernière rédaction du Plan pose la thèse suivante : *La nationalisation de certaines industries-clés est nécessaire*. Cependant, le mot « certaines » paraît superflu. Nous ne pouvons pas, naturellement, prétendre nationaliser d'un seul coup toutes les industries, les petites, les moyennes, les grandes. Au contraire, pour les petits industriels, pour les artisans comme pour les petits commerçants et les paysans, le régime que nous voulons établir doit comporter la plus grande indulgence. Mais le texte parle explicitement des industries-clés, c'est-à-dire des trusts et des cartels puissants, des congrégations comme le Comité des forges, le Comité des houillères, les Compagnies de chemin de fer, etc., etc. En tant qu'industries-clés, il faut les nationaliser toutes, et pas « certaines » seulement. Il nous semble même, dans l'Isère, qu'il faudrait joindre au Plan la liste de ces industries-clés avec des données précises sur leur capital, leurs dividendes, le nombre des ouvriers qu'elles exploitent et le nombre de chômeurs qu'elles vouent à la misère.

Pour parler au peuple, il faut être concret, il faut nommer les choses par leur nom et donner des chiffres exacts, sinon l'ouvrier et surtout le paysan diront : « Ce n'est pas un plan, mais plutôt le rêve platonique d'un bureau quelconque. »

Conditions d'acquisition.

C'est sous ce titre que l'exposé du Plan parle des conditions de la nationalisation des industries-clés et évidemment aussi des banques. Nous sommes habitués à penser que la nationalisation doit se faire au moyen d'expropriations effectuées contre les exploiters. Pourtant le Plan parle, non pas de l'expropriation, mais de l'acquisition. Est-ce que cela signifie que l'Etat doit tout simplement acheter aux capitalistes les entreprises créées par le travail des ouvriers ? Il s'avère que oui. A quel prix ? L'exposé nous répond : le prix doit être calculé « sur la valeur réelle au moment du rachat ». Nous apprenons par la suite que « l'amortissement doit être calculé sur une période de quarante ou cinquante ans ». Voilà, camarades, une combinaison financière qui ne sourirait guère ni aux ouvriers ni aux paysans. Comment ? Nous voulons transformer la société et nous commençons par la reconnaissance totale et intégrale de la sacro-sainte propriété capitaliste !

C'est juste ce que le président du Conseil, M. Flandin, a dit récemment au Parlement : « Le capital, c'est du travail accumulé. » Et tous les capitalistes du Parlement ont applaudi à cette formule. Malheureusement, elle n'est pas complète. Il faudrait dire en vérité : « Le capital, c'est du travail d'ouvriers accumulé par leur exploiteur. » C'est ici le moment de citer Proudhon sur la propriété capitaliste. Vous connaissez la formule : « La propriété, c'est le vol. » On pourrait dire dans ce sens : « La propriété des quatre-vingt-dix magnats qui dirigeaient la France, c'est du vol accumulé. » Non, nous ne voulons pas racheter ce qu'on a volé au peuple travailleur, nous ne voulons pas endetter le nouveau régime dès le premier jour, alors qu'il aura bien des tâches à résoudre et bien des difficultés à surmonter. Le capitalisme a fait faillite. Il a ruiné la nation. Les dettes des capitalistes envers le peuple dépassent de beaucoup la valeur réelle de leurs entreprises. Non ! Pas de rachat ! Pas de nouvel esclavage ! L'expropriation pure et simple ou, si vous voulez, la confiscation.

J'espère bien que dans cette assemblée qui représente les opprimés, les exploités, personne n'est animé de sympathie pour les magnats menacés de chômage et de misère. Ils sont d'ailleurs assez prévoyants pour s'assurer de tous côtés et, si vraiment l'un d'entre eux se trouvait sans ressources, l'Etat lui assurerait la même pension qu'aux ouvriers retraités. Nous avons suffisamment de vieillards, de jeunes dans la misère, frappés par la maladie, de chômeurs permanents, de femmes vouées à la prostitution. Pour remédier à toute cette misère humaine, nous aurons bien besoin des sommes que le Plan, trop généreux, est prêt à attribuer aux exploitateurs et à leurs descendants pendant un demi-siècle. Mais cela signifie, camarades, vouloir élever deux nouvelles générations de fainéants ! Non, ce seul paragraphe suffit pour compromettre irréparablement le Plan tout entier aux yeux des masses affamées. Biffez, camarades, ce paragraphe, aussitôt que possible. Voilà encore une proposition de notre U. D.

L'abolition du secret commercial.

Les « Notes à l'usage des propagandistes » nous apprennent : « La fraude fiscale est élevée à la hauteur d'une institution. » C'est très bien dit. C'est juste et clair. Mais il ne s'agit pas que de la fraude fiscale. Les affaires Oustric et Stavisky³²⁴ nous ont rappelés

³²⁴ La faillite de la banque Oustric, en 1926, entraîna un scandale dans lequel furent compromis plusieurs parlementaires. Le ministre des finances Raoul Péret, traduit en Haute-Cour, fut acquitté. Quant au scandale Stavisky, découvert en décembre 1933, on sait qu'il rejaillit lui aussi sur les milieux parlementaires, fournissant aux Liges, au début de 1934, la matière de leurs attaques contre la « corruption du parlementarisme ».

que toute l'économie capitaliste est basée, non seulement sur l'exploitation légalisée, mais aussi sur la fraude générale. Pour cacher la fraude aux yeux du peuple, il existe un moyen magnifique qui s'appelle le *secret commercial*. On prétend qu'il est nécessaire pour la concurrence. C'est un mensonge monstrueux. La loi sur les ententes industrielles, de Flandin, démontre que les capitalistes n'ont plus de secret entre eux. Le soi-disant secret du commerce n'est pas autre chose que la conspiration des gros capitalistes contre les producteurs et les consommateurs. L'abolition du secret commercial doit être la première revendication du prolétariat qui se prépare à diriger l'économie nationale.

A vrai dire, le plan de la C. G. T. n'est pas encore un plan : il ne contient que des directives générales et même peu précises. Un vrai plan économique exige des données concrètes, des chiffres, des diagrammes. Nous sommes naturellement bien loin de cela. La première condition pour une première esquisse du Plan consiste à mettre en évidence tout ce que la nation possède en forces productives, matérielles et humaines, en matières premières, etc. Il faut connaître le vrai prix de revient, comme les « faux frais », de la fraude capitaliste et, pour cela, il faut abolir une fois pour toutes le complot des fraudeurs qui se nomme le secret commercial.

Le contrôle ouvrier.

Le Plan parle, quoique très brièvement, du contrôle ouvrier (voir les conseils de gestion). Nous sommes, dans l'Isère, résolument partisans du contrôle ouvrier. On rencontre souvent cette objection : « Le contrôle ne nous suffit pas. Nous voulons la nationalisation et la direction ouvrière ». Cependant nous n'opposons nullement ces deux mots d'ordre l'un à l'autre. Pour que les ouvriers prennent la gestion de l'industrie — ce qui est absolument nécessaire aussitôt que possible pour le salut de la civilisation —, il faut revendiquer immédiatement le contrôle ouvrier, comme aussi le contrôle paysan sur certaines banques, sur les trusts d'engrais, de la meunerie, etc.

Pour que la nationalisation s'opère, non pas bureaucratiquement, mais révolutionnairement, il faut que les ouvriers y participent à chaque étape. Il faut qu'ils s'y préparent dès maintenant. Il faut qu'ils interviennent dès maintenant dans la gestion de l'industrie et de l'économie tout entière sous la forme du contrôle ouvrier en commençant par leur usine. Le Plan, qui envisage ce contrôle sous la forme de collaboration de classes, en mettant la représentation ouvrière en minorité devant la bourgeoisie (voir conseils d'industrie), prescrit par surcroît que le délégué de chaque catégorie de producteurs doit être nommé par l'« organisation professionnelle ». Nous ne pouvons pas nous faire à cette proposition. Nos syndicats n'en-

globent malheureusement qu'un douzième ou un quinzième du salariat ; le syndicat n'est pas un but en soi, sa mission est au contraire d'entraîner dans la gestion des affaires publiques toute la masse travailleuse.

La grève sera profitable aux ouvriers, syndiqués ou non, seulement à la condition que l'avant-garde syndicale entraîne la masse entière dans l'action. Pour l'efficacité du contrôle ouvrier, la même condition est primordiale. C'est pourquoi le comité de contrôle dans chaque usine ne doit pas être composé seulement des délégués du syndicat, c'est-à-dire du quinzième des ouvriers. Non, il doit être élu par tous les ouvriers de l'usine, sous la direction du syndicat. Ce serait là le vrai commencement de la démocratie ouvrière libre et honnête, par opposition à la démocratie bourgeoise corrompue jusqu'à la moelle.

La semaine de quarante heures.

Le Plan réclame l'application de la semaine de quarante heures sans diminution des salaires. Voilà un mot d'ordre indiscutable. Mais nous savons trop bien que la classe dirigeante et son Etat se tournent dans l'autre sens, c'est-à-dire qu'ils veulent abaisser les salaires sans diminuer le nombre des heures de travail. Quels sont donc nos moyens pour aboutir à la semaine de quarante heures ? Les « Notes à l'usage des propagandistes » nous apprennent qu'« une action a été engagée pour l'aboutissement d'une convention internationale », et continuent : « Il se peut qu'elle aboutisse prochainement. » Il se peut..., ce n'est pas bien précis et, étant donné la situation économique et politique internationale, nous sommes plutôt enclins à conclure : il ne se peut pas. Si nous nous trompons, notre représentant à Genève corrigera notre pessimisme. Jusqu'à nouvel ordre, les chômeurs de Grenoble — et nous en avons ! — n'attendent pas grand-chose des ententes genevoises.

Et qu'est-ce qu'on nous propose, à part l'espoir de l'aboutissement prochain d'une convention diplomatique ? Les « Notes » poursuivent : « La propagande doit être poursuivie dans le pays pour faire comprendre la portée sociale de cette revendication ouvrière ». Simplement pour « faire comprendre » ? Mais tous les ouvriers, même les plus simples, comprennent très bien l'avantage de la semaine de quarante heures sans diminution de salaire. Ce qu'ils attendent de la C. G. T., c'est l'indication des moyens par lesquels on peut aboutir à la réalisation de ce mot d'ordre³²⁵. Mais c'est ici précisément que commence la grande lacune du Plan : il fait des propositions, il émet

³²⁵ On sait que la loi sur les quarante heures fut votée dans la nuit du 11 au 12 juin 1936 par 480 voix contre 160, sous la pression de la gigantesque vague de grèves avec occupation des usines qui avait précédé de quelques jours la formation du gouvernement Blum de Front populaire.

des suggestions, il formule des mots d'ordre, mais il se tait totalement sur les moyens de leur réalisation.

La question paysanne.

Cependant, avant de passer à la question des moyens de réalisation du Plan, il faut nous arrêter sur une question d'une gravité exceptionnelle : la question paysanne. Tout le monde en parle, tout le monde proclame la nécessité d'améliorer la situation des paysans, mais il y a beaucoup de malins qui voudraient préparer pour les paysans une omelette sans casser les œufs du grand capital. Cette méthode ne peut être la nôtre.

Commentant le Plan, les « Notes à l'usage des propagandistes » disent : « Il faut libérer les paysans de la double étreinte : trusts des engrais au départ, consortium des grands moulins et de la meunerie à l'arrivée. »

Il est bien de dire : « Il faut libérer les paysans », mais vous savez bien que le paysan n'aime pas les formules vagues et platoniques. Et il a diablement raison. « Il faut libérer ». Mais comment ? Voici la seule réponse possible : il faut exproprier et nationaliser les trusts des engrais et la grande meunerie, et les mettre vraiment au service des agriculteurs et des consommateurs. On ne peut pas aider les paysans sans porter atteinte aux intérêts du grand capital.

Le Plan parle de la « réorganisation générale de la production agricole », mais il ne précise ni le sens de cette réorganisation, ni ses moyens. L'idée d'exproprier les paysans ou de les forcer par la violence à se mettre sur la voie de la production socialiste est si absurde qu'elle ne vaut pas la peine d'être critiquée ; personne d'ailleurs ne propose de telles mesures. C'est la paysannerie elle-même qui doit choisir la voie de son salut. Le prolétariat assurera à ce qu'auront choisi les paysans son appui sincère et efficace. Les coopératives paysannes sont les moyens les plus importants pour permettre la libération de l'économie agricole des cloisons trop étroites de la parcelle. Les commentaires du Plan disent : « Les coopératives paysannes de production de stockage et de vente doivent être encouragées et aidées ». Malheureusement, on ne nous dit pas par qui et comment elles doivent être encouragées et aidées. Nous retrouvons à chaque étape la même lacune. Les revendications du Plan ont souvent l'air de lettres sans adresse.

Sous quel régime politique ?

Qui est-ce qui nationalisera les banques, les industries-clés, viendra en aide aux paysans, introduira la semaine de quarante heures, en un mot, appliquera le programme de la C. G. T. ? Qui, et comment ? Cette question, camarades, est décisive. Si elle reste sans réponse, le Plan tout entier reste suspendu en l'air.

C'est dans le paragraphe sur les « Nationalisations industrialisées » que nous trouvons en passant une réponse indirecte et tout à fait étonnante à la question qui nous intéresse. Voilà comment l'objectif même du Plan est défini dans ce paragraphe : « Il s'agit d'établir (...) les modalités techniques d'un programme qui puissent être applicables *indépendamment du régime politique*. » On se frotte involontairement les yeux une ou deux fois en lisant cette formule invraisemblable. Ainsi, le plan qui doit être dirigé contre les banquiers, les magnats des trusts, contre les quatre-vingt-dix dictateurs de la France et des colonies, le plan qui doit sauver les ouvriers, les paysans, les artisans, les petits commerçants, les employés et les petits fonctionnaires, ce plan serait indépendant du régime politique ? Autrement dit, le gouvernail de l'Etat peut rester, comme il l'est actuellement, dans les mains des exploiters, des oppresseurs, des affameurs du peuple, n'importe, la C. G. T. présente à ce gouvernement son plan de rénovation économique ? Disons-le franchement et ouvertement, cette prétendue indépendance du Plan à l'égard du régime politique annihile totalement sa valeur réelle en le plaçant en dehors de la réalité sociale.

Qui détient le pouvoir ?

Ce ne sont naturellement pas les formes constitutionnelles ou bureaucratiques du régime étatique qui nous intéressent en ce moment. Mais il y a une question qui domine toutes les autres, c'est celle-ci : quelle est la classe qui détient le pouvoir ? Pour transformer la société féodale en société capitaliste, il a fallu que la bourgeoisie arrache par la violence le pouvoir des mains de la monarchie, de la noblesse, et du clergé. Le Tiers Etat a très bien compris que son plan de « rénovation économique et sociale » exigeait un régime adéquat. Et de même que la bourgeoisie consciente n'a pas chargé Louis Capet d'abolir le régime médiéval, le prolétariat ne peut charger ni Flandin, ni Herriot, ni d'autres chefs de la bourgeoisie d'appliquer le plan qui doit aboutir à l'expropriation de la bourgeoisie elle-même. Celui qui détient le pouvoir décide des formes de la propriété et toute la réforme se réduit en dernière analyse à l'abolition de la propriété privée et à l'instauration de la propriété collective ou socialiste des moyens de production. Celui qui croit que la bourgeoisie est capable de s'exproprier elle-même est peut-être un excellent poète, mais je ne lui confierai pas, pour ma part, la caisse du moindre syndicat, parce qu'il vit dans le domaine des rêves et que nous voulons, nous, rester dans la réalité.

Il faut le dire carrément : seul un gouvernement révolutionnaire, celui des ouvriers et des paysans, prêt à la lutte implacable contre tous les exploiters, peut appliquer le Plan, le compléter, le développer et le dépasser dans la voie du socialisme. Cela signifie pour le prolétariat : conquérir le pouvoir.

La lutte des classes ou leur collaboration.

A qui s'adresse le Plan ? Aux possédants pour les attendrir ou aux dépossédés pour les dresser contre l'oppression ? Nous autres, propagandistes, devons tout de même savoir à qui nous nous adressons et sur quel ton. Ni le Plan ni les commentaires ne nous instruisent là-dessus. L'exposé officiel nous dit que le plan lancé par la C. G. T. doit être « favorablement accueilli du *grand public* ». Je vous demande, camarades, et je me demande à moi-même : qu'est-ce que cela veut dire, le grand public ? Ce n'est pas, je suppose, le public des grands boulevards. Dans le mouvement syndical, dans la lutte sociale, nous nous sommes habitués à discerner avant tout les classes : le prolétariat, la bourgeoisie, les différentes couches de la petite bourgeoisie. Nous espérons bien que le prolétariat et les couches inférieures de la petite bourgeoisie accepteront favorablement le Plan, à condition qu'il soit mis au point, épuré des équivoques et présenté aux masses comme un programme de lutte. Mais les ouvriers et les paysans pauvres, ce n'est pas le grand public. Veut-on dire par exemple que c'est la grosse bourgeoisie qui doit accepter le plan de la C. G. T. ? Non, évidemment, on ne veut pas se moquer de nous. Consultons *le Temps*. Il y a quelques semaines, ce journal qui représente bien les quatre-vingt-dix magnats du capital, c'est-à-dire l'oligarchie dirigeante, protestait véhémentement contre toute participation des syndicats ouvriers aux corporations industrielles. Je vous cite deux phrases qui valent des volumes : « La paix sociale a été obtenue sous l'Ancien régime au prix de l'interdiction de toute association ouvrière ». Voilà la grosse bourgeoisie aux abois qui cherche maintenant son inspiration dans l'Ancien régime ! Et puis le même article dit : « Le corporatisme signifie ici le syndicalisme ». *Le Temps* nous démontre ainsi chaque jour que la classe dirigeante, non seulement ne se prépare pas à faire des concessions dans le sens du plan de la C. G. T., mais au contraire qu'elle envisage la possibilité d'écraser la C. G. T. elle-même.

Jaurès a très bien dit que *le Temps*, c'est la bourgeoisie faite journal. Avec cette bourgeoisie qui s'inspire maintenant de l'Ancien régime pour interdire toute association ouvrière, la collaboration est-elle possible ? Poser cette question, c'est y répondre. Il ne reste que la lutte implacable, et jusqu'au bout.

Le principal défaut du Plan.

Les observations, les critiques et les suggestions que je présente ici au nom de notre union départementale sont déjà assez volumineuses et je suis malheureusement loin d'avoir épuisé les questions même les plus importantes. Aussi est-il d'autant plus nécessaire d'indiquer le défaut fondamental du Plan : ses auteurs veulent se placer

au-dessus des classes, c'est-à-dire en dehors de la réalité. Ils parlent du grand public, alors qu'ils veulent gagner tout le monde. Ils veulent nationaliser les banques, mais sans préjudice pour la haute finance, nationaliser les trusts en assurant luxueusement le parasitisme de trois générations de la grosse bourgeoisie. Ils veulent venir en aide aux paysans sans porter atteinte aux intérêts des propriétaires des trusts d'engrais et de la grosse meunerie. Ils veulent aussi évidemment gagner tous les régimes politiques possibles, puisqu'ils déclarent leur plan neutre envers les partis et même les régimes politiques. Il me semble même que des expressions recherchées et incompréhensibles comme les « nationalisations industrialisées », etc. sont choisies pour ne pas effaroucher les oreilles délicates des magnats des trusts.

Ce procédé n'est pas seulement inutile, il est dangereux ; il n'est pas seulement dangereux, il est néfaste. Qui veut trop embrasser mal étreint ou emporte peu. Nous ne gagnerons pas la bourgeoisie, elle a une conscience inébranlable, elle se moque de nos conseils, elle s'apprête à nous écraser. Plus nous sommes doux, conciliants et obséquieux envers la bourgeoisie, moins elle nous estime et plus elle devient intransigente et arrogante. Cette leçon se dégage, il me semble, de toute l'histoire de la lutte des classes.

D'autre part, en poursuivant de nos sollicitations le prétendu grand public et en faisant concession sur concession pour adoucir l'idole capitaliste, nous risquons de mécontenter les déshérités qui commencent déjà à se dire : « Ce sont les conseillers des classes possédantes et non pas les chefs des classes opprimées. » Nous ne gagneront jamais le cœur de l'ennemi de classe, mais nous risquons de perdre définitivement la confiance de notre propre classe. C'est la méconnaissance de cette règle fondamentale qui constitue le principal défaut du Plan. Il faut le remanier, il faut s'adresser directement aux salariés et aux exploités, il faut tenir un langage clair et ferme, il faut transformer le Plan en un programme d'action du prolétariat tout entier.

Le Front unique du prolétariat.

Les « Notes pour les propagandistes » nous recommandent de « cristalliser toutes les bonnes volontés ». C'est vague. Où faut-il les chercher ? Nous connaissons les classes et leurs organisations, mais nous connaissons surtout la mauvaise volonté de la bourgeoisie. Pour la briser, il faut lui opposer la volonté révolutionnaire de la classe ouvrière. Quant aux classes moyennes, elles ne mettront leur confiance dans le prolétariat que si celui-ci démontre par son action sa confiance en lui-même.

Il est absurde et même criminel de chercher les bonnes volontés dans la bourgeoisie en brisant et en paralysant la bonne volonté

révolutionnaire du prolétariat. Il nous faut, coûte que coûte, le Front unique de notre classe. L'unité syndicale en premier lieu, l'unité d'action de toutes les organisations ouvrières, syndicales, politiques, coopératives, éducatives et sportives avec un but précis : l'application du plan de nationalisation ou de socialisation par la conquête du pouvoir.

Il faut mobiliser tous les vrais militants ouvriers pour une campagne vigoureuse dans le pays. Il faut que les paysans, dans les plus lointains hameaux, se convainquent que le prolétariat s'apprête cette fois sérieusement à renverser la bourgeoisie, à prendre le pouvoir dans ses mains pour transformer notre pays, pour le rendre enfin habitable pour le peuple travailleur ³²⁶.

Ou bien le plan sera transformé en un plan de conquête du pouvoir par le prolétariat pour l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan, ou bien il sera enregistré par le peuple comme nul et non opérant. L'U. D. de l'Isère est pour l'action révolutionnaire. Si vous faites appel à nous dans ce sens, nous vous répondrons : Présent !

³²⁶ Trotsky pensait que le Plan avait pour objectif de « masquer le dernier krach du réformisme et d'inspirer de nouveaux espoirs au prolétariat pour le détourner de la révolution ». Mais il pensait également : « Le Plan, lancé pour détourner les ouvriers de « mauvaises pensées » peut devenir le drapeau du mouvement révolutionnaire ». Au C.C.N. de mars, Jouhaux escamota la discussion sur la propagande pour le Plan. Trotsky écrit : « En janvier, la C. A. P. du parti socialiste proposa au parti communiste une lutte commune pour le pouvoir au nom de la socialisation des banques et des branches concentrées de l'industrie (...) Mais, dans le C.C. du parti communiste siègent, non des révolutionnaires, mais des mandarins. « Il n'y a pas de situation révolutionnaire », répondirent-ils, en contemplant leur nombril. Les réformistes de la S. F. I. O. respirèrent de soulagement : le danger était passé. Jouhaux se hâta de retirer de l'ordre du jour la question de la propagande pour le Plan. Le prolétariat est resté dans la grande crise sociale *sans aucun programme*. » L'idée d'utiliser le plan de la C.G.T. pour une mobilisation des travailleurs pour des revendications transitoires fut également soutenue par Marceau Pivert (*Le Populaire*, 18 mars 1935, « Tout se tient »), mais combattue par Daniel Guérin au sein de la G. R. (*Front populaire, révolution manquée*, pp. 77-78).